

RAPPORT FINANCIER

1996-1997

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Opérations financières](#) (fichier PDF, 11k)

1. [Opérations budgétaires](#) (fichier PDF, 124k)

- Sommaire
- Revenus
- Dépenses
- Crédits, dépenses et variations

2. [Opérations non budgétaires](#) (fichier PDF, 48k)

- Sommaire
- Placements - actions, obligations, billets, prêts et avances
- Régimes de retraite
- Autres comptes

3. [Financement](#) (fichier PDF, 75k)

- Sommaire
- Variation de l'encaisse
- Nouveaux emprunts
- Remboursements d'emprunts

4. [Actif et passif - Dette nette](#) (fichier PDF, 122k)

- Sommaire

Actif et passif
Dette nette
Notes complémentaires

5. [Détail des postes de l'actif et du passif, engagements et éventualités](#) (fichier PDF, 90k)

Débiteurs
Placements
Continuité du compte d'accords de perception fiscale
Comptes à fin déterminée
Créditeurs et frais à payer
Continuité du compte "Congés de maladie et vacances"
Continuité de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties
Continuité de la provision pour pertes sur placements en actions
Continuité de la provision pour financer l'assainissement des eaux
Continuité du compte "Régimes de retraite"
Emprunts
Échéancier sommaire des emprunts
Engagements
Échéancier sommaire des engagements de transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital
Interventions financières garanties

6. [Statistiques comparatives](#) (fichier PDF, 104k)

Sommaire des opérations financières 1988-1997
Revenus 1988-1997
Dépenses 1988-1997
Transferts 1988-1997
Opérations non budgétaires 1988-1997
Variation de la dette directe 1988-1997
Statistiques budgétaires et financières

On peut consulter le Rapport financier 1996-1997 dans les bibliothèques suivantes :

DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Ces extraits de documents constituent les versions finales des publications du ministère des Finances. Le ministère des Finances n'assume aucune responsabilité pour les lacunes dans les versions électroniques. La version imprimée des documents constitue la seule version officielle.

[Accueil](#) | [English](#) | [Le Ministre](#) | [Le Ministère](#) | [Le Budget](#) | [Documents](#) | [Communiqués](#)
[Recherche](#) | [Quoi de neuf ?](#) | [Carte du site](#) | [Autres liens](#) | [Vos commentaires](#)

Gouvernement du Québec | © Gouvernement du Québec, 1999

RAPPORT FINANCIER 1996-1997

Avant-propos

Le ministère des Finances publie annuellement des documents concernant l'état des finances du Gouvernement et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions du *Discours sur le budget* du 9 mai 1996, une *Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin des trimestres de juin et septembre 1996.

La présente publication, **Rapport financier 1996-1997**, complète les informations relatives aux résultats réels de l'année 1996-1997 dont les principales données ont été présentées à la première Synthèse pour 1997-1998. La dernière section comprend certaines statistiques financières et budgétaires pour les dix dernières années en tenant compte des structures budgétaires et financières et des conventions comptables en vigueur en 1996-1997.

Les *Comptes publics* préparés au ministère des Finances selon la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) comprennent, entre autres, les états financiers du Gouvernement, le Rapport du Vérificateur général ainsi que ses observations sur ces états. Les *Comptes publics* reprennent également de façon encore plus détaillée les renseignements relatifs à l'état des finances du Gouvernement pour l'année écoulée. Aux termes de la Loi, le ministre des Finances doit déposer les Comptes publics à l'Assemblée nationale au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

- N.B.: Les données étant arrondies, les montants inscrits en millions de dollars peuvent varier de 1 million de dollars à la hausse ou à la baisse par rapport à la présentation en milliers de dollars.

Opérations financières

Ce sommaire démontre de quelle façon les besoins financiers sont établis et comment le Gouvernement y a pourvu.

SOMMAIRE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en millions de dollars)

SECTIONS	1997	1996
1 Opérations budgétaires		
Revenus autonomes	30 600	30 069
Transferts du gouvernement du Canada	6 721	8 146
Total des revenus	37 321	38 215 ⁽²⁾
Dépenses de programmes	-34 677	-36 128
Service de la dette	-5 861	-6 038
Total des dépenses	-40 538	-42 166 ⁽²⁾
Déficit des opérations budgétaires	-3 217	-3 951
2 Opérations non budgétaires		
Placements - actions, obligations, billets, prêts et avances	-781	-248
Régimes de retraite	1 928	1 701
Autres comptes	-66	-450 ⁽²⁾
Surplus des opérations non budgétaires	1 081	1 003
Besoins financiers nets	-2 136 ^{(1)*}	-2 948 ^{(1)*}
3 Financement		
Variation de l'encaisse	1 433	853
Variation de la dette directe	794	2 169
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	-91	-74
Total	2 136 ^{(1)*}	2 948 ^{(1)*}

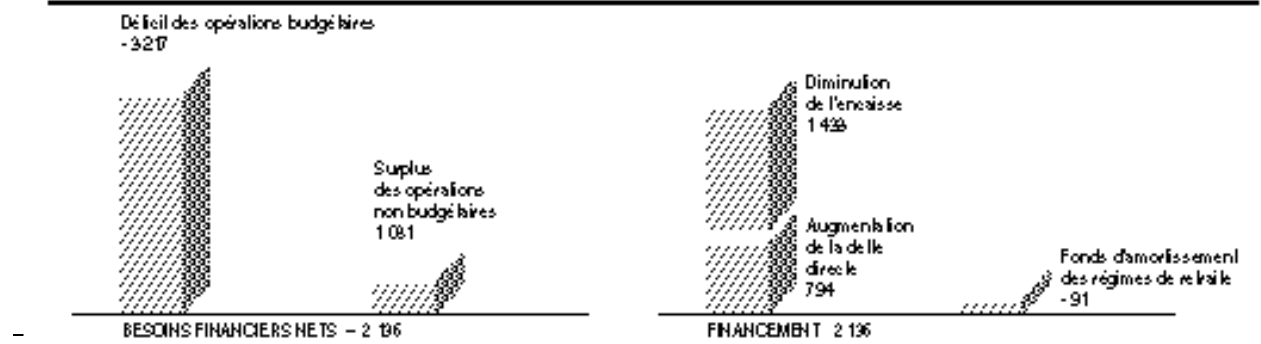
* Excluant les opérations réalisées pour le Fonds de financement, dont le détail apparaît à la page 24 et les suivantes.

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

⁽¹⁾ Excluant un montant de 1 055 millions de dollars (1 751 millions de dollars en 1996) représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères tenant compte des contrats d'échange de devises intervenus.

⁽²⁾ Les chiffres comparatifs des revenus ont été redressés à la baisse de 39 millions de dollars et ceux des dépenses ont été reclassés et redressés à la baisse de 54 millions de dollars, dont 15 millions de dollars en contrepartie aux opérations non budgétaires (voir explications aux pages 11 et 12 notes 3 et 1).

1997



Rapport financier 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

1. Opérations budgétaires

Sommaire.....	9
Revenus.....	10
Dépenses.....	12
Crédits, dépenses et variations.....	14

Opérations budgétaires

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette

SOMMAIRE

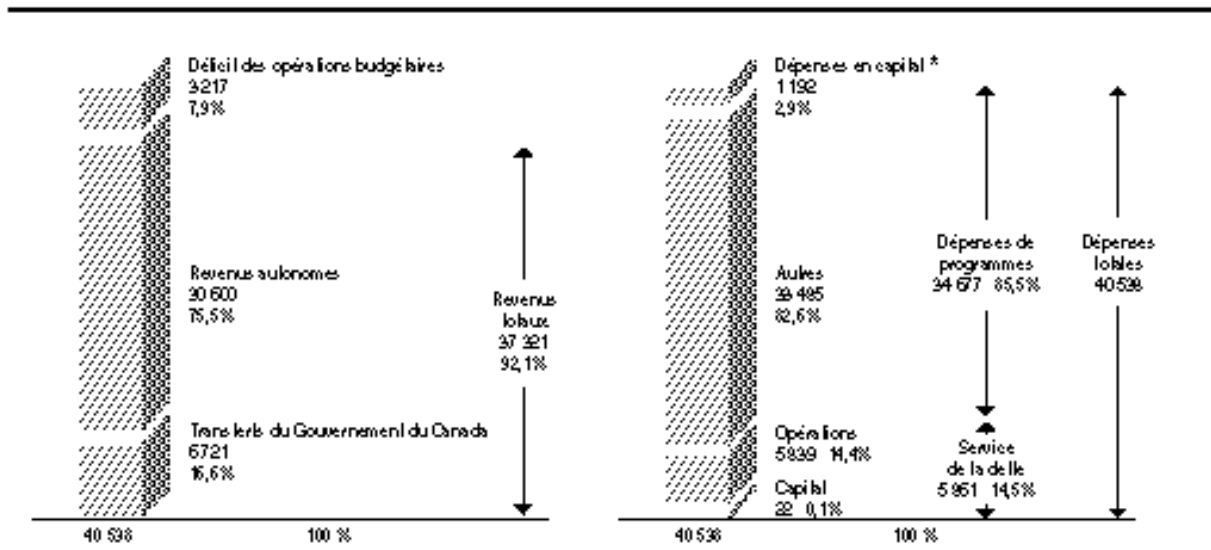
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en millions de dollars)

	1997	1996
Revenus autonomes	30 600	30 069
Transferts du gouvernement du Canada	6 721	8 146
Total des revenus	37 321	38 215 ⁽¹⁾
Dépenses de programmes	-34 677	-36 128
Service de la dette	-5 861	-6 038
Total des dépenses	-40 538	-42 166 ⁽¹⁾
Déficit des opérations budgétaires	-3 217	-3 951

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs des revenus ont été redressés à la baisse de 39 millions de dollars et ceux des dépenses ont été reclassés et redressés à la baisse de 54 millions de dollars, dont 15 millions de dollars en contrepartie aux opérations non budgétaires (voir explications aux pages 11 et 12 notes 3 et 1).

1997

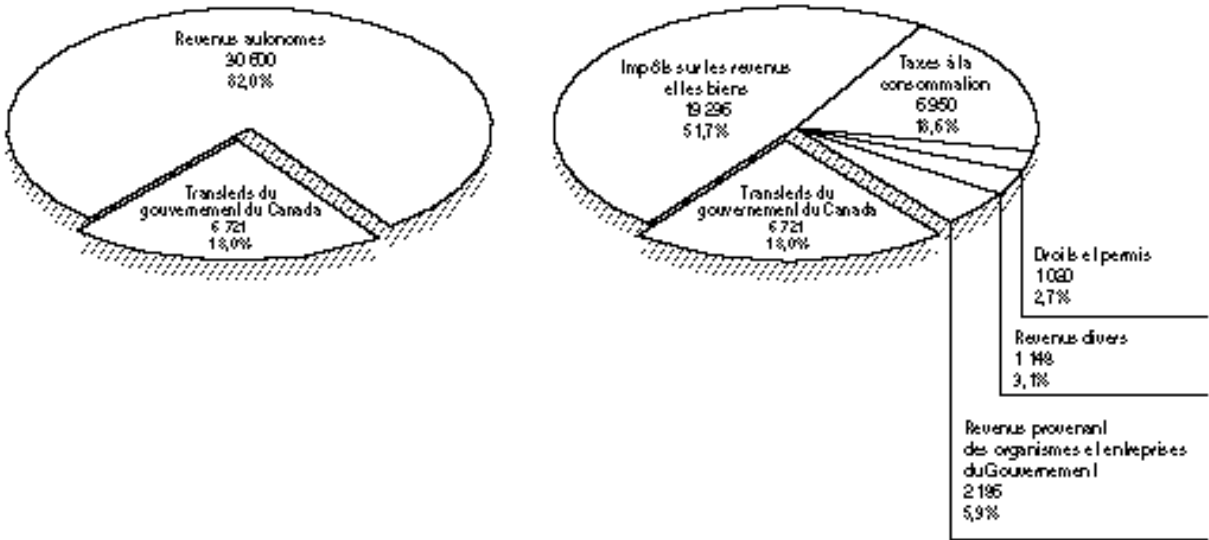


* Dont 1 038 millions de dollars (1 068 millions de dollars en 1996: montant redressé) par transfert.

REVENUS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
 (en millions de dollars)

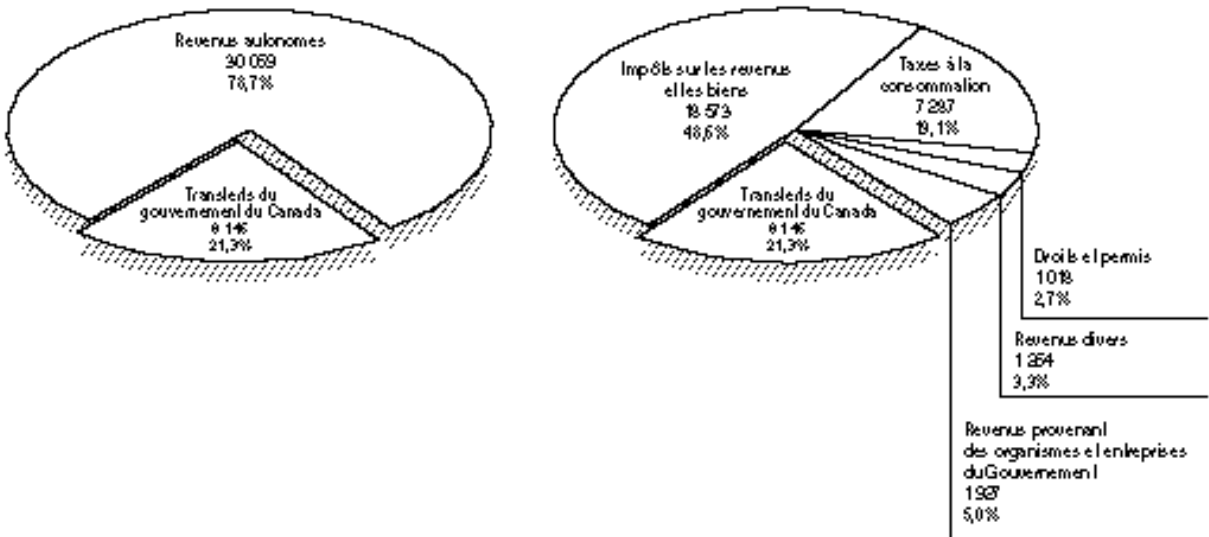
1997

Revenus totaux: 37 321 (100 %)



1996

Revenus totaux: 38 215 (100 %)



REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Total		Variation	
	1997	1996 ⁽³⁾	\$	%
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	12 597 740	12 361 535	236 205	1,9
Cotisations au Fonds des services de santé	3 768 011	3 694 039	73 972	2,0
Impôts des sociétés ⁽¹⁾	2 930 865	2 517 397	413 468	16,4
Autres	-626	31	-657	
	19 295 990	18 573 002	722 988	3,9
Taxes à la consommation				
Ventes au détail	5 212 986	5 613 658	-400 672	-7,1
Carburants	1 453 999	1 407 501	46 498	3,3
Tabac	283 112	264 591	18 521	7,0
Pari mutuel		1 626	-1 626	-100,0
	6 950 097	7 287 376	-337 279	-4,6
Droits et permis				
Véhicules automobiles	489 835	481 940	7 895	1,6
Boissons alcooliques	123 056	126 038	-2 982	-2,4
Ressources naturelles ⁽²⁾	227 416	236 322	-8 906	-3,8
Autres	180 309	173 674	6 635	3,8
	1 020 616	1 017 974	2 642	0,3
Revenus divers				
Ventes de biens et services	559 909	547 868	12 041	2,2
Intérêts	233 575	267 746	-34 171	-12,8
Amendes, confiscations et recouvrements	354 103	448 659	-94 556	-21,1
	1 147 587	1 264 273	-116 686	-9,2
Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement				
Société des alcools du Québec	371 596	350 940	20 656	5,9
Loto-Québec	972 348	806 495	165 853	20,6
Hydro-Québec	661 000	422 000	239 000	56,6
Autres	180 701	347 732	-167 031	-48,0
	2 185 645	1 927 167	258 478	13,4
Total des revenus autonomes	30 599 935	30 069 792	530 143	1,8
Transferts du gouvernement du Canada				
Péréquation	4 102 359	4 320 711	-218 352	-5,1
Contributions aux programmes sociaux	2 553 641		2 553 641	
Contributions aux programmes de bien-être	-1 858	2 031 345	-2 033 203	-100,1
Autres transferts liés aux accords fiscaux	-37 656	1 688 725	-1 726 381	-102,2
Autres programmes	104 027	105 044	-1 017	-1,0
	6 720 513	8 145 825	-1 425 312	-17,5
Total des transferts du gouvernement du Canada	6 720 513	8 145 825	-1 425 312	-17,5
Total des revenus	37 320 448	38 215 617	-895 169	-2,3

⁽¹⁾ Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances.

⁽²⁾ Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.

⁽³⁾ Les chiffres comparatifs des revenus ont été redressés à la baisse de 39 millions de dollars pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1997.

DÉPENSES

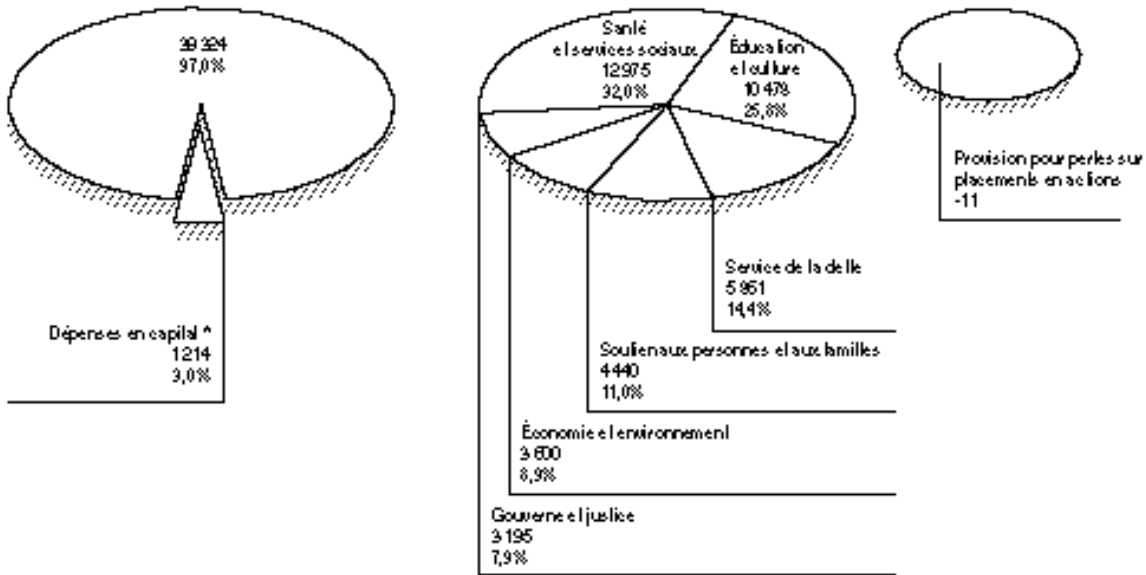
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997

(en millions de dollars)

1997

Dépenses totales: 40 538 (100 %)

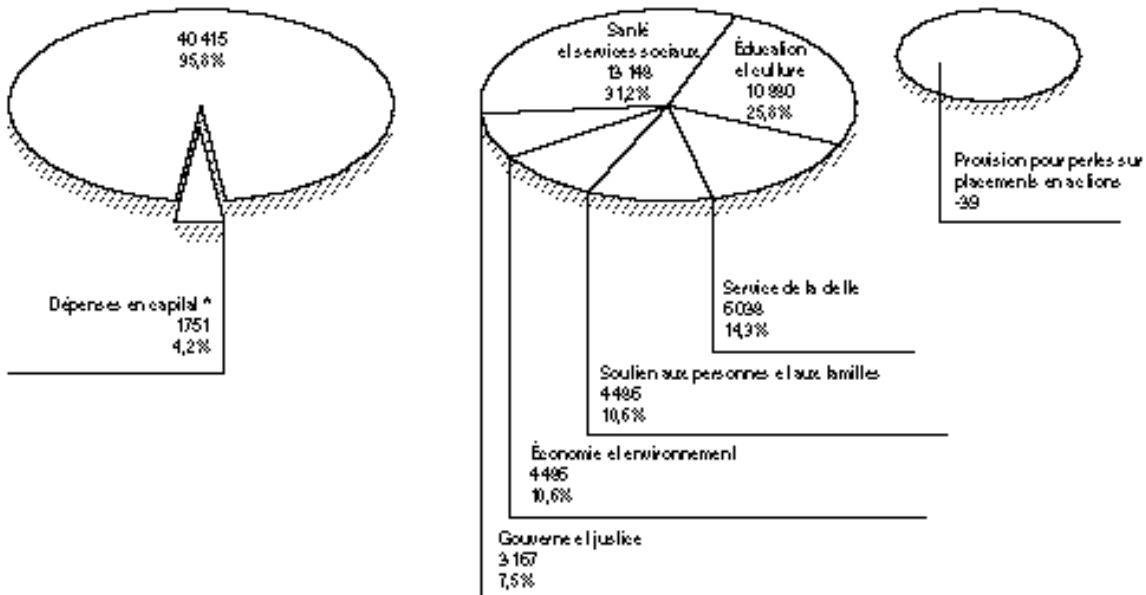
Par mission: 40 549



1996

Dépenses totales: 42 166 ⁽¹⁾ (100 %)

Par mission: 42 205

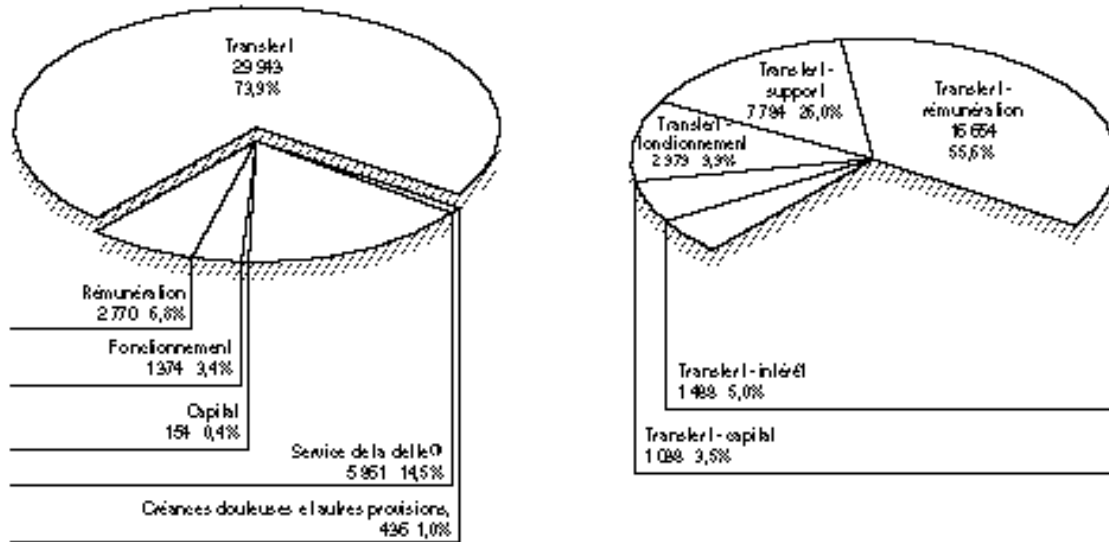


⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs des dépenses ont été reclassés et redressés à la baisse de 39 millions de dollars afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1997 et de 15 millions de dollars pour tenir compte de l'application rétroactive de la modification aux conventions comptables pour la comptabilisation du passif du Gouvernement des congés de maladie et vacances.

* Dont 1 038 millions de dollars (1 068 millions de dollars en 1996: montant redressé) par transfert.

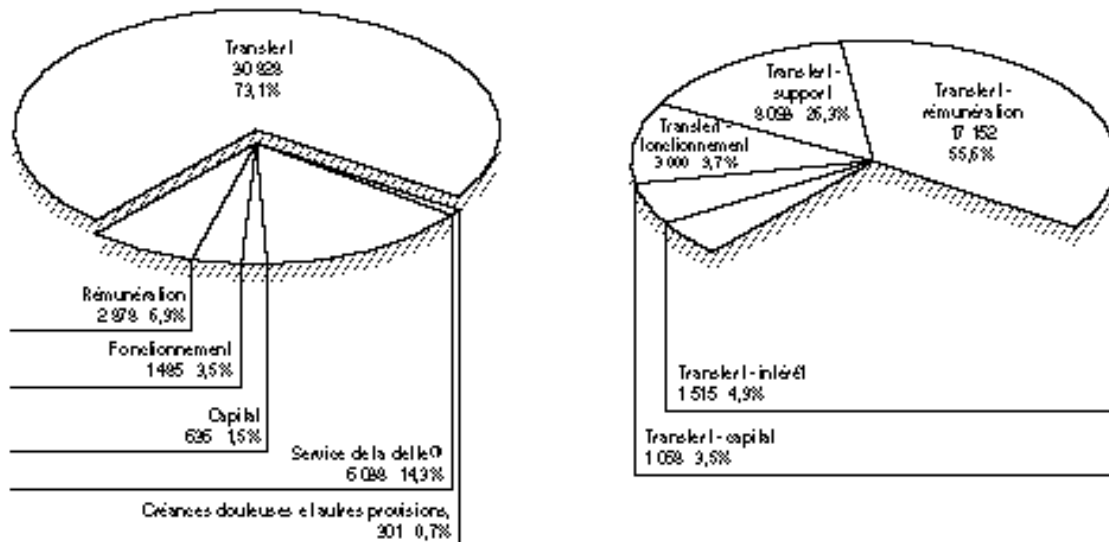
1997

Supercatégorie et catégorie



1996

Supercatégorie et catégorie



(1) Incluant 22 millions de dollars pour des dépenses en capital (47 millions de dollars en 1996).

CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
SOMMAIRE
(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Crédits initiaux +	Crédits supplé- mentaires +	Virements et transferts de juridictions + (-)
1 Affaires municipales	1 284 795	840 ⁽³⁾	3 745
2 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	626 532		-4 636
3 Assemblée nationale et Personnes désignées	106 073 ⁽²⁾		-54
4 Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	1 672 195	744 100	-126 922
5 Conseil exécutif	115 989		-61 479
6 Culture et Communications	434 237		3 914
7 Développement des régions et Affaires autochtones	155 549		3 097
8 Éducation	9 108 550	40 000	38 791
9 Emploi, Solidarité et Condition féminine	4 320 572		-12 820
10 Environnement et Faune	246 492		1 018
11 Finances (excluant le service de la dette)	87 216		-676
12 Industrie, Commerce, Science et Technologie	395 633		26 795
13 Justice	438 358		10 524
14 Métropole			60 639
15 Office des services de garde à l'enfance	241 736		3 183
16 Relations avec les citoyens et Immigration	138 943		8 928
17 Relations internationales	88 462		-2 959
18 Ressources naturelles	332 348	19 300	-1 576
19 Revenu	466 853	30 000	366
20 Santé et Services sociaux	12 892 989 ⁽¹⁾	195 300	6 531
21 Sécurité publique	691 633		36 326
22 Transports	1 666 779		6 765
23 Travail	69 798		500
Sous-total	35 581 732	1 029 540	
24 Provision pour pertes sur placements en actions (diminution)			
Total des dépenses de programmes	35 581 732	1 029 540	
25 Finances (service de la dette)	5 976 000		
	41 557 732	1 029 540	

⁽¹⁾Incluant les prévisions de cotisations du Fonds des services de santé de 3 780 000 aux crédits initiaux. Les cotisations réelles ont été de 3 768 012 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Services des centres hospitaliers» et «Régie de l'assurance-maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux.

⁽²⁾Y compris 68 629 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1) pour le programme «Services statutaires de soutien aux parlementaires» alors qu'une prévision de 68 599 apparaissait sous ce titre au volume des crédits déposé à l'Assemblée nationale.

⁽³⁾Crédits de 1995-1996 reportés en vertu du décret 1056-97 du 20 août 1997 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville (L.Q., 1986, c. 51).

Autres crédits permanents +	Crédits autorisés =	Crédits non utilisés (-)	Prêts, placements avances et autres (-)	Dépenses totales (y compris) dépenses en capital =	Dépenses en capital			
					Par le gouvernement	Par transfert	Total	
1	1 289 381	64 031	4	1 225 346	1 094	199 651	200 745	1
2 639	624 535	33 927	634	589 974	4 961	29 909	34 870	2
3 574	109 593	2 653	15	106 925	11 389		11 389	3
19	2 289 392	233 205	779 038	1 277 149	4 900		4 900	4
1 526	56 036	4 742	6	51 288	645	1 408	2 053	5
14	438 165	9 576	10	428 579	2 624	38 619	41 243	6
2 385	161 031	11 437	21 107	128 487	195	75 508	75 703	7
43 442	9 230 783	151 131	103 982	8 975 670	4 038	265 881	269 919	8
1 111	4 308 863	62 136	22	4 246 705	187	623	810	9
322	247 832	12 690	74	235 068	13 230	288	13 518	10
948	87 488	6 373	2	81 113	1 509		1 509	11
122	422 550	32 347	30 224	359 979	2 974	69 690	72 664	12
1 230	450 112	12 365	8	437 739	2 485	340	2 825	13
	60 639	9 396	28 501	22 742	427	1 259	1 686	14
251	245 170	7 045		238 125	661	2 256	2 917	15
322	148 193	13 059	59	135 075	3 205		3 205	16
205	85 708	4 246	367	81 095	1 923		1 923	17
336	350 408	14 724	14	335 670	49 472	41 133	90 605	18
122 715	619 934	13 659	68	606 207	4 433	1 654	6 087	19
43 003	13 137 823	162 451	14	12 975 358	1 962	167 896	169 858	20
43 442	771 401	30 289	482	740 630	14 464	142	14 606	21
70	1 673 614	331 779	325	1 341 510	25 820	141 826	167 646	22
	70 298	2 265	2	68 031	1 525		1 525	23
267 677	36 878 949	1 225 526	964 958	34 688 465	154 123	1 038 083	1 192 206	
				-11 105 ⁽⁶⁾				24
267 677	36 878 949	1 225 526	964 958	34 677 360	154 123	1 038 083	1 192 206	
111 834	6 087 834	227 356	5	5 860 473	21 996		21 996	25
379 511 ⁽⁴⁾	42 966 783	1 452 882 ⁽⁵⁾	964 963	40 537 833	176 119	1 038 083	1 214 202	

⁽⁴⁾ Non inclus dans les prévisions budgétaires.

⁽⁵⁾ Dont 59 690 pour la suspension du droit d'engager des crédits.

⁽⁶⁾ Ne réfère pas à un crédit voté ou permanent.

Rapport financier 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

2. Opérations non budgétaires

Sommaire	17
Placements - actions, obligations, billets, prêts et avances.....	18
Régimes de retraite	20
Autres comptes	21

Opérations non budgétaires

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du Compte «Régimes de retraite», de même que les variations des autres éléments de l'actif et du passif (Autres comptes) à l'exception de l'encaisse.

SOMMAIRE

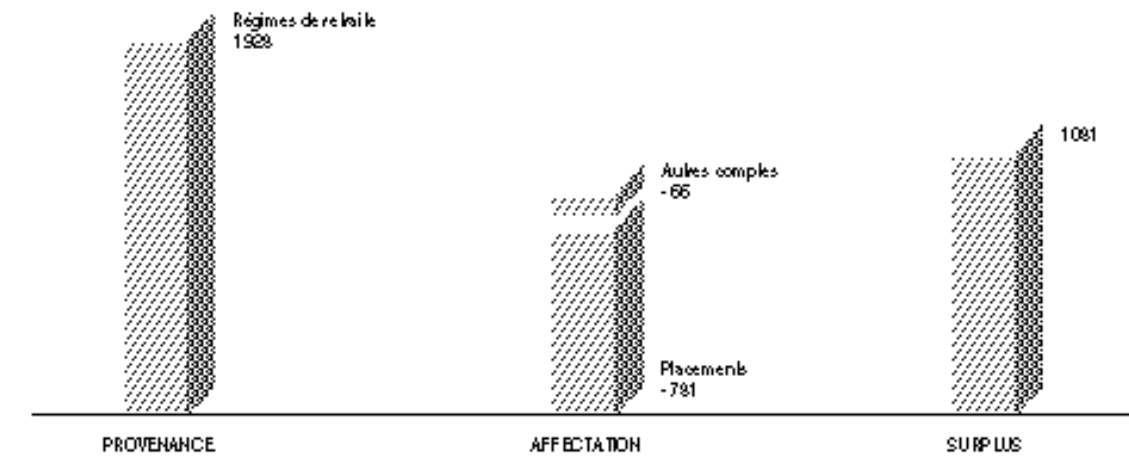
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en millions de dollars)

	1997	1996
Placements - actions, obligations, billets, prêts et avances	-781	-248
Régimes de retraite	1 928	1 701
Autres comptes	-66	-450 ⁽¹⁾
Surplus des opérations non budgétaires	1 081	1 003

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

⁽¹⁾ Voir explications à la page 7, note 2.

1997



PLACEMENTS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Organismes et entreprises du Gouvernement	533 545		57 136	590 681
Municipalités et organismes municipaux		-1 493	-1 099	-2 592
Particuliers, sociétés et autres	473		191 088	191 561
	534 018	-1 493	247 125	779 650

DÉTAIL	Déboursés	Recettes	Résultats des opérations des organismes et entreprises du Gouvernement inscrits aux revenus	Redresse- ments	Total
Organismes et entreprises du Gouvernement					
ACTIONS ET MISES DE FOND					
Hydro-Québec			661 000		661 000
Loto-Québec			47 348 ⁽¹⁾		47 348
Société de développement de la Baie James			-223		-223
Société de récupération, d'explo- itation et de développement forestiers du Québec			-1 212		-1 212
Société des alcools du Québec			7 596 ⁽¹⁾		7 596
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud			-25		-25
Société générale de financement du Québec			23 959		23 959
Société nationale de l'amiante			5 359		5 359
Société immobilière du Québec			2 001		2 001
Société québécoise d'exploration minière			137		137
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			12 104		12 104
Société québécoise d'initiatives pétrolières		185 900	-16 589 ⁽¹⁾		-202 489
Société québécoise des transports			22		22
Opérations entre apparentés : gain non réalisé			-22 032		-22 032
Montants à reporter		185 900	719 445		533 545 *

* Excluant un montant de 2 754 pour la portion du gain non réalisé lors de la vente de la participation de SOQUIP dans Noverco inc. (action détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec).

⁽¹⁾ Participation dans les résultats diminuée des dividendes de Loto-Québec (925 000), de la Société des alcools du Québec (364 000) et de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (177 200).

DÉTAIL (suite)

DÉTAIL	Déboursés	Recettes	Résultats des opérations des organismes et entreprises du Gouvernement inscrits aux revenus	Redressements	Total
Montants reportés		185 900	719 445		533 545 *
Organismes et entreprises du Gouvernement (suite)					
PRÊTS ET AVANCES					
Commission de la santé et de la sécurité du travail	13			585	598
Société de développement des entreprises culturelles	5 000				5 000
Société des établissements de plein air du Québec	15 000				15 000
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	6 883				6 883
Société Innovatech du Sud du Québec	3 655				3 655
Société Innovatech du Grand Montréal	26 000				26 000
	56 551			585	57 136
Total	56 551	185 900	719 445	585	590 681
Municipalités et organismes municipaux					
OBLIGATIONS ET BILLETS		1 493			-1 493
PRÊTS ET AVANCES	2 400	208		-3 291	-1 099
Total	-2 400	1 701		-3 291	-2 592
Particuliers, sociétés et autres					
ACTIONS ET MISES DE FONDS					
Pêcheurs (Corporations)				473	473
PRÊTS ET AVANCES					
Particuliers					
Étudiants	102 665	13 043		-62 600 ⁽²⁾	27 022
Pêcheurs	19	432		-1 912	-2 325
Producteurs agricoles	53	56		-53	-56
	102 737	13 531		-64 565	24 641
Sociétés et autres	22 003	10 893		155 337	166 447
	124 740	24 424		90 772	191 088
Total	124 740	24 424		91 245	191 561

⁽²⁾ Montant formé de la dépense de la provision pour créances douteuses de 69 397, d'intérêts capitalisés et autres de 6 797.

RÉGIMES DE RETRAITE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997

(en milliers de dollars)

Régimes	Cotisations des participants et des employeurs autonomes	Participation du Gouvernement à titre d'employeur	Prestations et autres paiements	Redressements	Intérêts	Excédent
R.R.E.G.O.P.	5 537 ⁽⁴⁾	293 446	246 321	-14 646 ⁽³⁾	1 216 401	1 254 417
R.R.E.	69 921 ⁽¹⁾	504 361	688 611		506 049	391 720
R.R.C.E.	18 964 ⁽³⁾	63 618	95 953	13 724 ⁽³⁾	41 989	42 342
R.R.F.	56 396 ⁽¹⁻⁴⁾	258 962	359 056	-1 047 ⁽³⁾	112 201	67 456
R.R.M.S.Q.	15 119 ⁽¹⁾	68 043	84 221		125 719	124 660
R.R.M.A.N.	814	9 215	8 671		647	2 005
R.R.J.C.Q.	848	10 969	12 047		10 450	10 220
R.R.A.P.S.C.	9 877	8 873	11 519	1 969 ⁽³⁾	26 068	35 268
R.R.E.F.Q.	583 ⁽⁴⁾	-1 105	22		341	-203
	178 059	1 216 382 ⁽²⁾	1 506 421		2 039 865	1 927 885

(1) Y compris des cotisations des employeurs autonomes de 177 pour le R.R.E., 4 698 (service courant) et 17 000 (service passé) pour le R.R.F. ainsi que de 200 pour le R.R.M.S.Q.

	Coût annuel des prestations constituées ^(*)	Amortissement des (gains) ou des pertes actuariels	Amortissement du passif actuariel non inscrit et coût des modifications	Total
R.R.E.G.O.P.	534 075	-512 644 ^(**)	272 015 ^(**)	293 446
R.R.E.	86 598		417 763	504 361
R.R.C.E.	9 146		54 472	63 618
R.R.F.	27 842		231 120	258 962
R.R.M.S.Q.	31 040		37 003	68 043
R.R.M.A.N.	2 359		6 856	9 215
R.R.J.C.Q.	5 597		5 372	10 969
R.R.A.P.S.C.	5 217	-2 153	5 809	8 873
R.R.E.F.Q.	660	-1 765		-1 105
	702 534	-516 562 ^(**)	1 030 410 ^(**)	1 216 382

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services.

(**) Tenant compte de 235 215 pour l'amortissement de l'insuffisance relative aux intérêts calculé, à compter de 1987-1988, selon la méthode de nivellement des cotisations.

(3) Y compris un montant de 18 136 versé par la Caisse de dépôt et placement du Québec au Fonds consolidé du revenu, en vertu de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), représentant la somme des cotisations des participants, antérieures au 1^{er} avril 1996 à ce régime, dont 11 800 avaient été encaissées au R.R.E.G.O.P.; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 13 724. De plus, des montants de 922 pour le R.R.E.G.O.P. et 1 047 pour le R.R.F. ont été transférés au R.R.A.P.S.C. représentant les sommes cumulées à ces régimes pour des participants ayant opté pour le R.R.A.P.S.C.

(4) Incluant 1 739 au R.R.E.G.O.P., 206 au R.R.F. et 583 au R.R.E.F.Q. pour la participation de l'employeur inscrite aux comptes à fin déterminée.

R.R.E.G.O.P.	= Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E.	= Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E.	= Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F.	= Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.M.S.Q.	= Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N.	= Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q.	= Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C.	= Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
R.R.E.F.Q.	= Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

AUTRES COMPTES

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997

(en milliers de dollars)

	31 mars 1997	31 mars 1996	Montant porté à la dette nette au 1 ^{er} avril 1996	Variation
Comptes de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	66 970	245 386		178 416
Débiteurs:				
Agents et mandataires	1 646 472	1 883 752		237 280
Autres débiteurs	2 556 108	2 440 519		-115 589
Intérêts courus sur placements	12 468	4 346		-8 122
Frais reportés	123 091	80 648		-42 443
	4 405 109	4 654 651		249 542
Comptes du passif:				
Chèques en circulation	622 099	538 468		83 631
Avances des fonds en fidéicomis	391 321	147 809		243 512
Compte d'accords de perception fiscale	383 271	342 341		40 930
Comptes à fin déterminée	631	396		235
Créditeurs et frais à payer	2 309 204	2 791 292		-482 088
Intérêts courus sur emprunts	1 481 749	1 649 982		-168 233
Congés de maladie et vacances	712 442		779 032	-66 590
Provision pour pertes sur les inter- ventions financières garanties	634 120	680 731		-46 611
Provision pour pertes sur placements en actions	46 388	57 493		-11 105
Provision pour financer l'assainisse- ment des eaux	124 077	115 024		9 053
	6 705 302	6 323 536	779 032	-397 266
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	2 300 193 ⁽¹⁾	1 668 885 ⁽¹⁾	779 032	-147 724
Perte de change non réalisée				81 628 ⁽²⁾
				-66 096

* Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

⁽¹⁾ Excluant la perte de change non réalisée de 816 741 (1 952 943 en 1996) inscrite à l'actif.⁽²⁾ Incluant 62 128 au titre d'amortissement.

Rapport financier 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

3. Financement

Sommaire	23
Variation de l'encaisse	24
Nouveaux emprunts	24
Remboursements d'emprunts.....	30

Financement

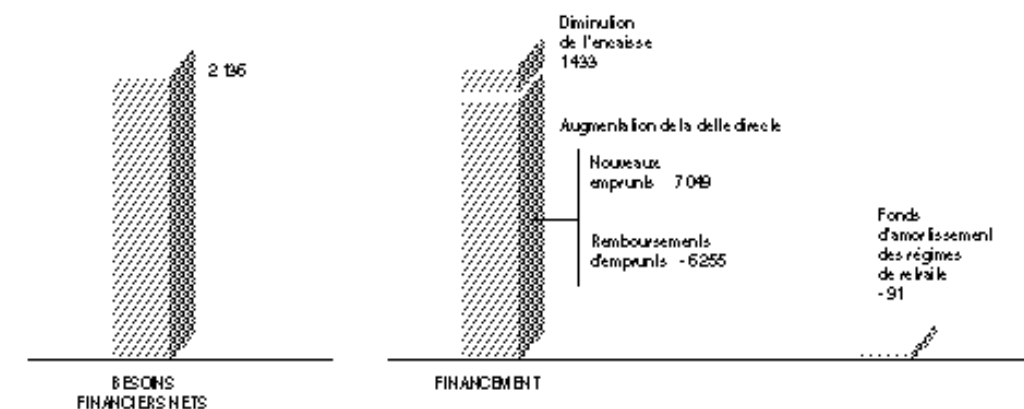
Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

SOMMAIRE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en millions de dollars)

	1997		1996	
	Pour le gouver- nement du Québec	Pour le Fonds de finance- ment	Pour le gouver- nement du Québec	Pour le Fonds de finance- ment
Variation de l'encaisse	1 433	-32	853	-65
Variation de la dette directe				
Nouveaux emprunts				
En monnaie du Canada (\$CAN)	2 331	1 302	1 926	657
En monnaie des États-Unis (\$US)	1 505	425	907	574
En monnaie du Japon (¥)	2 250	25	2 283	21
En monnaie de l'Allemagne (DM)	103		110	
En monnaie de la France (FF)	533			
En monnaie de la Grande-Bretagne (£)	326			
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	1		1	
	7 049	1 752	5 227	1 252
Remboursements d'emprunts				
En monnaie du Canada (\$CAN)	4 319	184	2 640	23
En monnaie des États-Unis (\$US)	1 408	21	277	
En monnaie du Japon (¥)	89			
En monnaie de la Suisse (FS)	130		11	
Contributions au Fonds d'amortissement des emprunts du Gouvernement	215	2	175	2
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	94		-45	
	6 255	207	3 058	25
Total de la variation de la dette directe	794	1 545	2 169	1 227
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	-91		-74	
Total	2 136	1 513	2 948	1 162

1997



DÉTAIL DE LA VARIATION DE L'ENCAISSE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Pour le gouvernement du Québec			Pour le Fonds de financement		
	Au 31 mars 1997	Au 31 mars 1996	Variation*	Au 31 mars 1997	Au 31 mars 1996	Variation*
Placements temporaires		1 367 351	1 367 351			
Espèces en banque	40 854	105 818	64 964			
Emprunts temporaires				209 398	177 720	-31 678
Encaisse	40 854	1 473 169	1 432 315	209 398	177 720	-31 678

* Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

DÉTAIL DE LA VARIATION DE LA DETTE DIRECTE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

Nouveaux emprunts

	Pour le gouverne- ment du Québec	Pour le Fonds de financement	Valeur nominale ⁽¹⁾
	En équivalent canadien ⁽²⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾	
EN MONNAIE DU CANADA (\$CAN)			
Bons du trésor		270 000 ⁽³⁾	270 000
Produits d'épargne	2 143 124 376 39 133 29 203 282 094		2 143 124 376 39 133 29 203 282 094
Obligations et billets	19 804 350 000 160 181 ⁽⁵⁾ 250 000 179 519 ⁽⁶⁾ 188 689 ⁽⁷⁾ 100 000 400 000	1 936 125 000 150 000 400 000 350 000	21 740 ⁽⁴⁾ 350 000 125 000 150 000 250 000 175 000 250 000 400 000 350 000
Billets à moyen terme sur le marché canadien	10 319 4 000 3 000 28 746 ⁽⁸⁾ 36 077 ⁽⁹⁾ 109 944 ⁽¹⁰⁾ 3 000 11 000	131 5 000	10 450 ⁽⁴⁾ 4 000 3 000 25 000 32 000 100 000 3 000 11 000 5 000
	2 331 228	1 302 067	3 562 139
EN MONNAIE DES ÉTATS UNIS (\$US)			
Billets de trésorerie		17 942 ⁽¹¹⁾	13 125
Obligations et billets	1 008 000 ⁽¹²⁾	136 673	750 000 100 000

Taux d'intérêt%	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur ⁽³⁾
Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
4,5000 ^(a)	1995-06-01	2005-06-01	100,000	Divers
4,5000 ^(b)	1996-06-01	2006-06-01	100,000	Divers
Divers	Diverses	Diverses	100,000	Divers
Divers	Diverses	Diverses	100,000	Divers
Divers	Diverses	Diverses	100,000	Divers
6,0000-11,0000	Diverses	1997-2023		Divers
7,7500	1996-04-01	2006-03-30	97,227	8,610
7,2500	1996-04-19	2000-09-01	99,517	Divers
9,2500	1996-04-19	2002-04-01	106,787	7,801
7,7500	1996-04-19	2006-03-30	97,421	8,132
11,0000	1996-04-26	2009-04-01	119,679	8,466
9,3750	1996-06-14	2023-01-16	107,822	8,619
7,5000	1996-06-28	2003-12-01	97,416	7,966
8,5000	1996-07-19	2026-04-01	98,301	8,658
5,2500	1996-11-29	2002-04-01	98,564	Divers
6,5000	1997-02-25	2007-10-01	98,380	Divers
6,0000-14,0000	Diverses	2000-2035		Divers
7,3000 ^(c)	1996-08-14	2006-08-14	98,449	Divers
7,3000 ^(c)	1996-08-14	2006-08-14	98,361	Divers
10,0000	1996-08-28	2013-10-01	114,984	Divers
10,0000	1996-09-11	2013-12-28	112,742	Divers
8,5000	1996-12-27	2026-04-01	109,944	Divers
6,7000 ^(c)	1997-02-05	2007-02-05	98,622	Divers
6,7000 ^(c)	1997-02-05	2007-02-05	98,152	Divers
6,9800	1997-03-10	2008-12-15	100,000	Divers
Divers	Diverses	Diverses		Divers
7,0000	1997-01-30	2007-01-30	99,166	7,118
Variable	1997-03-05	2007-03-05	99,630	Divers

(voir notes à la page 28)

DÉTAIL DE LA VARIATION DE LA DETTE DIRECTE (suite)**Nouveaux emprunts (suite)**

	Pour le gouver- nement du Québec	Pour le Fonds de financement	Valeur nominale ⁽¹⁾
	En équivalent canadien ⁽²⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾	
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (\$US) (suite)			
Billets à moyen terme sur le marché américain	4 752		3 506 ⁽⁴⁾
		135 600 ⁽¹³⁾	100 000
	67 893		50 000
	67 893		50 000
	219 264 ⁽¹⁴⁾		160 000
	136 920 ⁽¹⁵⁾		100 000
Billets à moyen terme sur le marché européen		67 538	50 000
		67 066	50 000
	1 504 722	424 819	1 426 631
EN MONNAIE DU JAPON (¥)			
Billets à moyen terme sur le marché américain	20 299		1 700 000
	20 145		1 700 000
Billets à moyen terme sur le marché européen	61		5 025 ⁽⁴⁾
	62 777		5 000 000
	25 106		2 000 000
	98 699		8 000 000
	62 640		5 000 000
	13 712 ⁽¹⁶⁾		1 100 000
	6 223		500 000
	124 764		10 000 000
	62 339		5 000 000
	124 677		10 000 000
	62 339		5 000 000
	6 219		500 000
	6 059		500 000
	12 062		1 000 000
	24 108		2 000 000
	6 008		500 000
	6 003		500 000
	71 739		6 000 000
	120 282		10 000 000
	59 863		5 000 000
	59 856		5 000 000
	113 178		9 600 000
	235 761		20 000 000
	12 057		1 000 000
	12 052		1 000 000
	12 023		1 000 000
	11 927		1 000 000
	59 717		5 000 000
	36 423		3 000 000
	23 904		2 000 000
	92 720		7 700 000
	60 368 ⁽¹⁷⁾		5 000 000
	59 894 ⁽¹⁸⁾		5 000 000
	35 129 ⁽¹⁹⁾		3 000 000
		23 096	2 000 000
	57 072 ⁽²⁰⁾		5 000 000
	328 470 ⁽²¹⁾		30 000 000
	43 808		4 000 000
		1 592 ⁽⁴⁾	
	2 250 483	24 688	191 305 025

Taux d'intérêt%	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur ⁽³⁾
5,1250-8,3500	Diverses	1997-2007		Divers
6,6200-7,3800 ^(d)	1996-04-09	2026-04-09	100,000	Divers
6,8900-7,5000 ^(e)	1996-04-11	2026-04-15	100,000	Divers
6,8600-7,5000 ^(e)	1996-04-11	2026-04-15	100,000	Divers
7,2200-7,9700 ^(f)	1996-07-22	2036-07-22	100,000	Divers
7,2950	1996-07-22	2026-07-22	100,000	Divers
Variable	1997-01-15	2002-07-15	100,000	Divers
Variable	1997-02-05	2002-08-05	99,830	Divers
3,9700	1996-10-30	2017-10-30	99,700	Divers
3,9700	1996-10-30	2018-10-30	99,700	Divers
	1994-11-01	2009-11-01		Divers
4,0600	1996-06-06	2011-06-06	100,000	Divers
4,0000	1996-06-20	2011-06-20	99,500	Divers
4,3050	1996-07-10	2016-06-27	100,000	Divers
4,5000	1996-07-11	2016-07-11	101,480	Divers
4,4500 ^(g)	1966-07-17	2006-07-17	99,325	Divers
4,1500 ^(h)	1996-09-19	2006-09-19	99,250	Divers
3,8750	1996-09-26	2011-09-26	100,000	Divers
3,3000	1996-09-26	2006-09-26	100,000	Divers
3,8500	1996-09-26	2011-09-26	100,000	Divers
4,1250	1996-09-26	2016-09-26	100,000	Divers
Indexé ⁽ⁱ⁾	1996-09-26	2011-09-26	100,000	Divers
3,6700	1996-10-17	2011-10-17	99,900	Divers
3,6600	1996-10-21	2011-10-21	99,750	Divers
3,6450	1996-10-24	2011-10-24	99,388	Divers
3,7000	1996-10-24	2011-10-24	99,800	Divers
4,0000	1996-10-24	2016-10-24	99,500	Divers
4,0200	1996-10-25	2017-10-25	100,000	Divers
5,0000 ^(j)	1996-10-28	2011-10-28	99,000	Divers
4,0000	1996-10-28	2016-10-28	99,560	Divers
3,6500	1996-10-28	2011-10-28	99,200	Divers
3,9500	1996-11-07	2016-11-07	99,780	Divers
3,8000	1996-11-14	2016-11-14	98,440	Divers
4,0000	1996-11-21	2016-11-21	100,000	Divers
3,9600	1996-11-22	2016-12-16	100,000	Divers
3,5500 ^(k)	1996-11-27	2006-11-27	99,700	Divers
3,7500	1996-11-29	2016-11-29	100,000	Divers
3,8200	1996-12-18	2016-12-19	100,000	Divers
3,7600	1996-12-18	2016-12-19	100,000	Divers
4,9000 ^(l)	1996-12-19	2016-12-19	100,000	Divers
3,3100	1996-12-19	2011-12-19	99,400	Divers
3,8000	1996-12-19	2016-12-19	100,000	Divers
3,8000	1996-12-24	2016-12-19	99,710	Divers
4,7000 ^(m)	1997-01-09	2017-01-09	99,700	Divers
2,2500	1997-01-22	2003-01-22	101,410	Divers
3,7100	1997-01-23	2017-01-23	97,600	Divers
3,4400	1997-02-20	2012-03-20	100,000	Divers
3,7400	1997-02-28	2017-02-28	100,000	Divers
8,1300	1993-03-31	1998-03-31		Divers

(voir notes à la page 28)

DÉTAIL DE LA VARIATION DE LA DETTE DIRECTE (suite)**Nouveaux emprunts (suite)**

	Pour le gouver- nement du Québec	Pour le Fonds de financement	
	En équivalent canadien ⁽²⁾	En équivalent canadien ⁽²⁾	Valeur nominale ⁽¹⁾
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (DM)			
Billets à moyen terme sur le marché européen	4 473		5 000
	1 794		2 000
	6 704		7 500
	1 808		2 000
	88 320		100 000
	103 099		116 500
EN MONNAIE DE LA FRANCE (FF)			
Billets à moyen terme sur le marché européen	533 367 ⁽²²⁾		2 000 000
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE (£)			
Obligations et billets	325 549		150 000
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	372		
	7 048 820	1 751 574	

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(3) Bons du trésor

	<u>Fonds de financement</u>
Émis	270 000
Remboursés	<u>0</u>
Net	<u>270 000</u>

(4) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte au cours des années antérieures.

(5) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,801 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 150 000 à l'échéance pour un capital reçu de 160 181.

(6) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,4655 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 150 000 à l'échéance pour un capital reçu de 179 519.

(7) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,619 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 175 000 à l'échéance pour un capital reçu de 188 689.

(8) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,338 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 25 000 à l'échéance pour un capital reçu de 28 746.

(9) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,571 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 32 000 à l'échéance pour un capital reçu de 36 077.

(10) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,643 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 100 000 à l'échéance pour un capital reçu de 109 944.

(11) Billets de trésorerie

	<u>Fonds de financement</u>
Émis	53 829
Remboursés	<u>35 887</u>
Net	<u>17 942</u>

(12) Emprunt en monnaie des États-Unis de 750 000 ayant fait l'objet de quatre contrats d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 1 008 000 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

(13) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 135 600 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.

(14) Emprunt en monnaie des États-Unis de 160 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 219 264 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

(15) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 136 920 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

(16) Emprunt en monnaie du Japon de 1 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 9 995 (équivalent canadien de 13 712) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.

Taux d'intérêt %	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur ⁽³⁾
3,9000	1996-04-26	1998-04-28	99,950	Divers
3,9000	1996-05-02	1998-04-28	99,950	Divers
3,5000	1996-06-26	1997-06-23	99,980	Divers
3,4500	1996-09-26	1998-04-28	100,000	Divers
7,0800	1996-11-29	2017-01-22	99,070	6,770
6,8750	1996-09-20	2007-09-20	100,805	Divers
8,6250	1996-11-04	2011-11-04	98,664	8,791

⁽¹⁷⁾ Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 60 368 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

⁽¹⁸⁾ Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 59 894 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

⁽¹⁹⁾ Emprunt en monnaie du Japon de 3 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 26 000 (équivalent canadien de 35 129) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.

⁽²⁰⁾ Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 42 680 (équivalent canadien de 57 072) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.

⁽²¹⁾ Emprunt en monnaie du Japon de 30 000 000 (équivalent canadien de 329 903) dont 5 000 000 (équivalent canadien de 55 350) ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 40 400 (équivalent canadien de 54 597). Une somme de 5 000 000 (équivalent canadien de 55 350) a fait aussi l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 54 670 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe, intérêts semestriels et trimestriels à taux variable.

⁽²²⁾ Emprunt en monnaie de la France de 2 000 000 (équivalent canadien de 532 492) dont 500 000 (équivalent canadien de 133 300) ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie de la Suisse pour un montant de 118 765 (équivalent canadien de 134 175) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe et semestriels à taux variable.

Notes:

(a) Taux d'intérêt de 6,25 % du 1^{er} juin 1995 au 31 mai 1996 et 4,5 % du 1^{er} juin 1996 au 31 mai 1997. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement.

(b) Taux d'intérêt de 4,5 % du 1^{er} juin 1996 au 31 mai 1997. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement.

(c) Intérêt payable mensuellement.

(d) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 9 avril 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,38 % jusqu'à l'échéance.

(e) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 17 avril 2006, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,5 % jusqu'à l'échéance.

(f) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 22 juillet 2006, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,97 % jusqu'à l'échéance.

(g) Taux d'intérêt fixe de 4,45 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (569 \$A).

(h) Taux d'intérêt fixe de 4,15 % payable semi-annuellement en monnaie de la Nouvelle-Zélande (138 \$NZ).

(i) Taux d'intérêt = 12,7 % X (S/87,5) – 6,2 %. La lettre «S» correspond au taux de change yen/\$australien.

(j) Taux d'intérêt fixe de 5 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (5 618 \$A).

(k) Taux d'intérêt fixe de 3,55 % payable annuellement en monnaie des États-Unis (318 \$US).

(l) Taux d'intérêt fixe de 4,9 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (1 072 \$A).

(m) Taux d'intérêt fixe de 4,7 % payable annuellement en monnaie des États-Unis (1 252 \$US).

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS**DÉTAIL**

(en milliers de dollars)

	Unités monétaires en monnaies étrangères ⁽¹⁾	Pour le gouvernement du Québec En équivalent canadien ⁽¹⁾	Pour le Fonds de financement En équivalent canadien ⁽¹⁾
EN MONNAIE DU CANADA (\$CAN)			
Bons du trésor	1 070 000	1 070 000	
Billets de trésorerie	52 520		52 520
Produits d'épargne	472 508	472 508	
Obligations et billets	2 396 454	2 264 929 ⁽²⁾	131 525
Billets à moyen terme sur le marché canadien	6 000	6 000	
Billets à moyen terme sur le marché européen	505 792	505 792 ⁽²⁾	
	4 503 274	4 319 229	184 045
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (\$US)			
Billets de trésorerie	865 000	1 179 776	
Obligations et billets	13 657	18 617	
Billets à moyen terme sur le marché américain	54 000	73 613	
Billets à moyen terme sur le marché européen	115 051	136 320 ⁽²⁾	20 518
	1 047 708	1 408 326	20 518
EN MONNAIE DU JAPON (¥)			
Billets à moyen terme sur le marché européen	7 000 000	89 250	
EN MONNAIE DE LA SUISSE (FS)			
Obligations et billets	113 000	129 520 ⁽²⁾	
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises		93 824	
		6 040 149	204 563
Plus : Contributions au Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec		214 709 ⁽³⁾	2 244
		6 254 858	206 807

⁽¹⁾ Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1996.

⁽²⁾ Y compris 554 840 remboursés par anticipation pour l'ensemble des monnaies tel que permis par l'option.

⁽³⁾ Après avoir déduit des contributions du Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec de 15 214 au Fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

Rapport financier 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

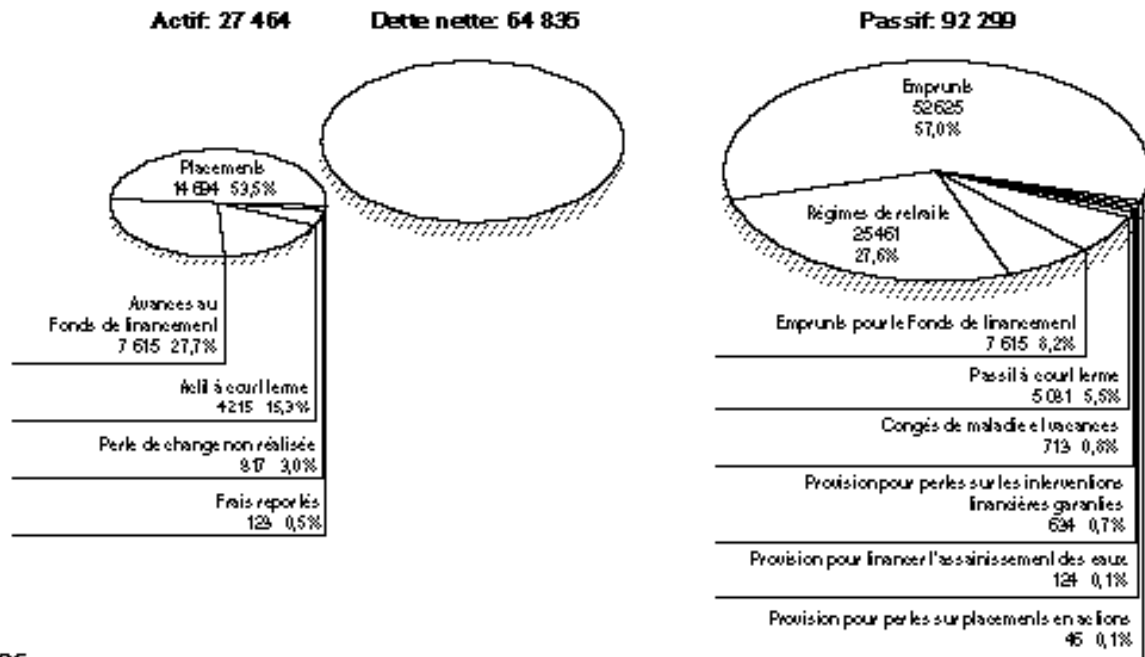
4. Actif et passif — Dette nette

Sommaire	31
Actif et passif	32
Dette nette	34
Notes complémentaires.....	35

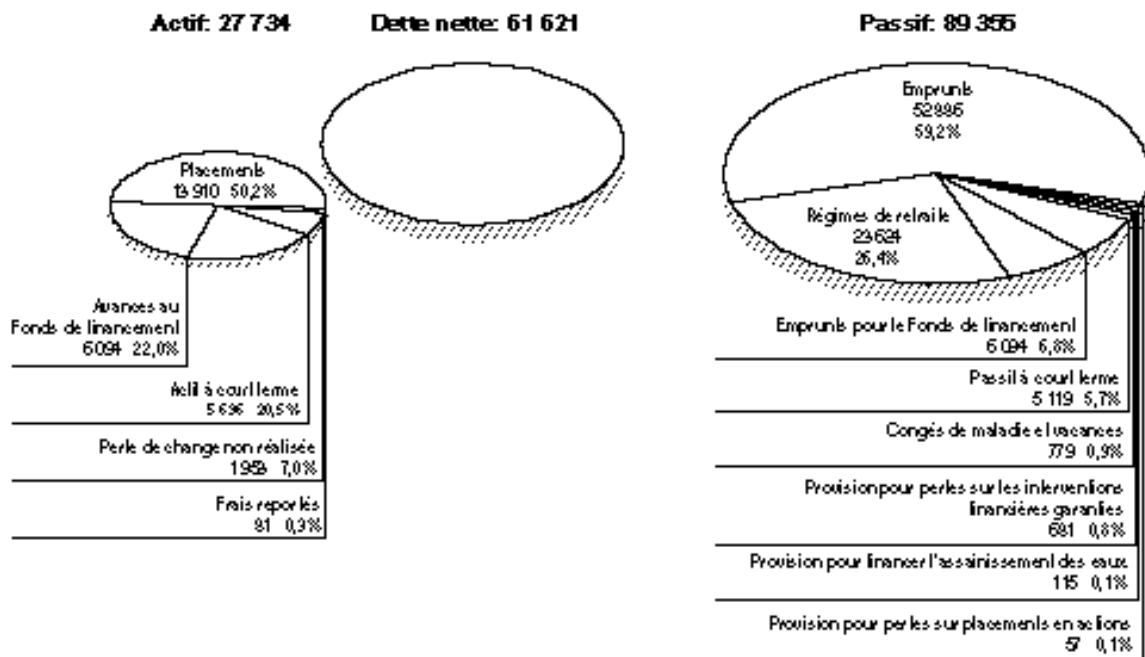
Actif et passif Dette nette

SOMMAIRE AU 31 MARS 1997 (en millions de dollars)

1997



1996



ACTIF ET PASSIF (État non vérifié*)

AU 31 MARS 1997

(en millions de dollars)

ACTIF		
Page	1997	1996 (note 2)
61	Placements temporaires — au coût	1 368
	Débiteurs	4 324
	Intérêts courus sur placements	4
	4 215	5 696
62	Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances (note 5)	
	Organismes et entreprises du Gouvernement	13 638
	Municipalités et organismes municipaux	35
	Particuliers, sociétés et autres	237
	14 694	13 910
	Frais reportés	81
	Perte de change non réalisée	1 953
	Avances au Fonds de financement (note 11)	6 094
	TOTAL DE L'ACTIF	27 734
34	DETTE NETTE	61 621
	92 299	89 355

*Le contrôleur des Finances,**Le sous-ministre des Finances,**André Fiset, FCA**Gilles Godbout*

Québec, le 26 novembre 1997

* Cet état est toutefois similaire, à l'exception des notes complémentaires dont le contenu a été modifié, à l'état officiel de l'actif et du passif qui apparaît aux Comptes publics accompagné du rapport du Vérificateur général s'y rapportant.

DETTE NETTE (État non vérifié*)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en millions de dollars)

	1997	1996
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	60 842	56 876
Redressement:		
Comptabilisation des congés de maladie et vacances (note 2)	779	794
SOLDE AU DÉBUT REDRESSÉ	61 621	57 670
Déficit des opérations budgétaires (1996: redressé)	3 217	3 951
Portion du gain non réalisé lors de la vente de la participation de SOQUIP dans Noverco inc. (action détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec)	-3	
SOLDE À LA FIN	64 835	61 621

* Cet état est toutefois similaire à la continuité de la dette nette qui apparaît aux Comptes publics accompagné du rapport du Vérificateur général s'y rapportant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent compte aussi de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont gagnés.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Certains montants encaissés reliés à des programmes à frais partagés, sans compensation fiscale, et diverses compensations de tiers sont inscrits dans des comptes à fin déterminée au lieu de l'être aux revenus et ce, conformément à la législation.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux de nature «capital», sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les transferts sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont dûment autorisés et lorsque les conditions d'admissibilité sont remplies.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état de l'actif et du passif du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses placements en actions dans ses organismes et entreprises inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

Les placements en actions

Les placements en actions dans les organismes et entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, ces placements sont enregistrés au coût, lequel est ajusté annuellement de la quote-part du Gouvernement dans les résultats de ses organismes et entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsqu'une participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour pertes sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

Les régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ils sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement.

Cotisations des participants et des employeurs autonomes

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ) sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, alors que celles des autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du compte «Régimes de retraite». Les employeurs autonomes sont désignés à l'annexe 3.

Participation du Gouvernement à titre d'employeur

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes ainsi que les amortissements du passif actuariel non inscrit, des gains ou pertes actuariels et du coût des modifications aux régimes sont portés aux dépenses avec contrepartie au passif du compte «Régimes de retraite». Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des gains ou pertes actuariels.

Les méthodes d'amortissement utilisées sont les suivantes:

- i) Passif actuariel non inscrit et gains ou pertes actuariels

RREGOP et RRAPSC

Les gains ou pertes actuariels relatifs au RREGOP et au Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC) sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux années transférées du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) au RREGOP est amorti, à compter de l'année financière 1987-1988, sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux régimes autres que le RREGOP et le RRAPSC est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980 et au prorata des salaires versés aux participants aux régimes ou à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

- ii) Modifications aux régimes

À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

Prestations et remboursements

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même les fonds du RREGOP, du RREFQ ou à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

Les emprunts

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte et de prime sont inscrits à leur valeur de réalisation, qui tient compte annuellement de l'amortissement de l'escompte et de la prime, pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme gains ou pertes de change non réalisés, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

Les congés de maladie et vacances

Les obligations découlant des congés de maladie et des vacances dus aux employés du Gouvernement à la fin de l'année financière sont comptabilisées à titre de passif au compte «Congés de maladie et vacances». La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

Les garanties accordées par le Gouvernement

Les obligations découlant des emprunts et autres interventions financières garantis par le Gouvernement sont comptabilisées au passif à titre de «provision pour pertes sur les interventions financières garanties» lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

2. MODIFICATION COMPTABLE

CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

À compter du 1^{er} avril 1996, suite à une modification des conventions comptables, le Gouvernement comptabilise les obligations découlant des congés de maladie et de vacances dus aux employés du Gouvernement à la fin de l'année financière à titre de passif au compte «Congés de maladie et vacances». Auparavant ces coûts étaient comptabilisés aux opérations de l'année financière au cours de laquelle les employés utilisaient leurs congés de maladie et de vacances et la partie des congés de maladie non utilisée était présentée comme engagements en note complémentaire aux états financiers.

Cette modification aux conventions comptables, appliquée rétroactivement, a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers.

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Dette nette	779	794
Congés de maladie et vacances	713	779
Déficit des opérations budgétaires	-66	-15

3. REVENUS

A) SELON LA LÉGISLATION PERTINENTE, LES REVENUS SONT INSCRITS APRÈS DÉDUCTION DES MONTANTS SUIVANTS:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Impôt sur le revenu des particuliers:		
Remboursements d'impôts fonciers	181	130
Allocations d'aide aux familles	614	620
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	200	144
Hébergement d'un parent	17	12
Frais de garde	206	158
	1 218	1 064
Impôt des sociétés:		
Crédits d'impôt remboursables:		
Pertes autres que perte en capital	79	79
Recherche scientifique et développement expérimental	287	324
Formation de la main-d'oeuvre	71	57
Productions cinématographiques	71	39
Autres	11	10
	519	509
Droits et permis:		
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres	8	10
Contrôle routier	34	35
Travaux sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	192	132
	234	177
	1 971	1 750

B) REVENUS PROVENANT DES ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Les revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement comprennent une participation dans les résultats de 720 millions de dollars (320 millions de dollars en 1996) et des dividendes de 1 466 millions de dollars (1 607 millions de dollars en 1996).

4. DÉPENSES

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1997, s'élèvent à 1 214 millions de dollars (1 751 millions de dollars en 1996: montant redressé), dont 176 millions de dollars (683 millions de dollars en 1996: montant redressé) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 1 038 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (1 068 millions de dollars en 1996: montant redressé).

À compter de l'année financière 1996-1997, les dépenses en capital réalisées pour la conservation et l'amélioration du réseau routier et pour le développement des technologies de l'information sont maintenant inscrites dans des fonds spéciaux comme actifs immobilisés et amorties selon la durée de leur vie utile.

Ces nouvelles pratiques comptables ont eu pour effet que les dépenses en capital du Gouvernement sont moins élevées de 462 millions de dollars pour l'année financière 1996-1997.

5. PLACEMENTS

A) PLACEMENTS DANS LES ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Actions – selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 4)	14 093	13 556
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	9
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	90	32
	14 233	13 638
Provision pour pertes sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 4)	46	57

B) ÉCHÉANCIER DES OBLIGATIONS ET BILLETS, PRÊTS ET AVANCES

L'échéancier des obligations, des billets, des prêts et avances aux organismes et entreprises du Gouvernement de 99 millions de dollars (41 millions de dollars en 1996), aux municipalités et organismes municipaux de 32 millions de dollars (35 millions de dollars en 1996) et aux particuliers, sociétés et autres de 415 millions de dollars (223 millions de dollars en 1996), excluant un montant de 80 millions de dollars (44 millions de dollars en 1996) dont les échéances ne sont pas déterminées, se résume comme suit:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
1997		19
1998	63	18
1999	34	32
2000	59	28
2001	123	28
2002	43	18
	322	143
2003 et plus	144	112
	466	255

6. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	622	538
Moins		
Espèces en banque	41	106
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	67	245
	108	351
	514	187

7. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Le Gouvernement a autorisé la formation de comptes à fin déterminée conformément à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) qui stipule que des sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente prévoyant l'affectation à une fin spécifique soient déposées dans de tels comptes. Ainsi, certains transferts du gouvernement du Canada afférents à des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement et d'autres sommes provenant des ventes de biens et services sont inscrits dans ces comptes au lieu de l'être aux revenus. Les déboursés imputables sur ces comptes sont inscrits jusqu'à concurrence des sommes déterminées par le Gouvernement.

Il en résulte, aux activités de fonctionnement, un excédent de 1 million de dollars des rentrées et autres crédits (298 millions de dollars) sur les paiements et autres débits (297 millions de dollars); comparativement à l'année financière 1995-1996, un excédent de 2 millions de dollars des paiements et autres débits (360 millions de dollars) sur les rentrées et autres crédits (358 millions de dollars).

8. PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

La provision pour pertes sur les interventions financières garanties se répartit comme suit:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Prêts aux étudiants	224	159
Société de développement industriel du Québec	363	466
Autres	47	56
	634	681

9. RÉGIMES DE RETRAITE**A) LES RÉGIMES DE RETRAITE**

Les participants aux régimes de retraite gouvernementaux sont les membres de l'Assemblée nationale, les juges de la Cour du Québec et les employés des secteurs public et parapublic:

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 1996	Nombre de prestataires au 31 décembre 1996
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	485 000	65 975
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	23 400 *	35 113
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	9 800 *	25 112
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	4 250	2 694
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 800	545
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	350	30
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	300	261
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	127	257
	526 027	129 987

* Depuis le 1^{er} juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

B) PASSIF

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Passif inscrit		
RREGOP et RREFQ	21 235	18 968
Autres régimes	11 116	10 259
	32 351	29 227
Participation inscrite d'avance (note 9E)	-5 876	-4 680
	26 475	24 547
Fonds d'amortissement des régimes de retraite - valeur comptable (note 9F)	-1 014	-923
	25 461	23 624

Pour le RREGOP et le RREFQ, le passif inscrit correspond à l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que, pour les autres régimes, il correspond aux obligations du Gouvernement envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées

par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. Les cotisations des participants et des employeurs autonomes au RREGOP et au RREFQ versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec totalisent 22 904 millions de dollars au 31 décembre 1996 à la valeur marchande (19 291 millions de dollars au 31 décembre 1995), telles qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

C) DÉPENSE ANNUELLE

Le tableau suivant présente la participation du Gouvernement à titre d'employeur et la part relative au financement des régimes:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
	(reclassé)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur		
Coût annuel des prestations constituées	703	694
Amortissement		
du passif actuariel non inscrit	844	809
des (gains) ou pertes actuariels	-517	-515
du coût des modifications aux régimes	186	66
	1 216	1 054
Financement des régimes - intérêts imputés au service de la dette	2 040	1 821
Total	3 256	2 875

D) MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÉGIMES DE RETRAITE

Des modifications apportées aux bénéfices accordés aux prestataires du RREGOP syndicaux, du RREGOP non syndicaux et du service transféré du RRE ou du RRF au RREGOP ont pris effet le 1^{er} janvier 1996. Ces modifications affectent les résultats à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1997.

Ces modifications touchent principalement les critères d'admissibilité, la réduction actuarielle applicable et le taux de cotisation des employés. De nouveaux critères permanents d'admissibilité à la retraite basés sur l'âge et les années de service sans réduction actuarielle s'ajoutent aux critères en vigueur. Le facteur de réduction actuarielle est diminué de 6 % à 4 % par année. En conséquence, le taux de cotisation applicable aux employés est passé de 7,68 % à 7,95 % à compter du 1^{er} janvier 1996.

Les nouvelles dispositions ont eu pour effet d'augmenter d'environ 1 151 millions de dollars les obligations actuarielles du Gouvernement au 31 décembre 1996. L'amortissement annuel de ces modifications, au montant de 121 millions de dollars, a débuté au cours de l'année financière 1996-1997.

E) PARTICIPATION INSCRITE D'AVANCE

Pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles, la CARRA détermine pour chacun des régimes de retraite les obligations du Gouvernement aux fins de leur financement. Ces obligations sont déterminées selon des hypothèses économiques à long terme différentes de celles adoptées par le Gouvernement et selon la méthode actuarielle de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif, pour le RREGOP et le RRAPSC.

La participation inscrite d'avance représente l'écart entre le passif inscrit selon les hypothèses et les méthodes actuarielles utilisées aux fins du financement par la CARRA et le passif net inscrit selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement et la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, telles qu'elles sont recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Le tableau suivant présente l'évolution de la participation inscrite d'avance:

	1997		1996	
	Passif inscrit	Passif net inscrit	Participation inscrite d'avance	Participation inscrite d'avance
	(en millions de dollars)			
Solde au début	29 227	24 547	4 680	3 530
Coût annuel des prestations constituées	751	703	48	17
Amortissement du passif actuariel non inscrit, des (gains) ou pertes actuariels et du coût des modifications aux régimes	1 272	513	759	852
Intérêts	2 429	2 040	389	281
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	178	178		
Prestations et autres paiements	-1 506	-1 506		
Solde à la fin	32 351	26 475	5 876	4 680

F) FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6, section VII.I), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite», pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Au cours de l'année financière 1996-1997, le ministre n'a pas effectué de tels placements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Cependant, au 31 mars 1997, un revenu de 91 millions de dollars (74 millions de dollars en 1996) a été imputé au fonds d'amortissement et est inclus dans les activités de financement à l'état «Besoins financiers et financement».

G) OBLIGATIONS ACTUARIELLES

Les estimations des obligations actuarielles du Gouvernement envers les régimes en comparaison du passif net inscrit s'établissent comme suit:

	Obligations actuarielles au 31 décembre 1996	Passif net inscrit au 31 mars 1997	Obligations actuarielles au 31 décembre 1995	Passif net inscrit au 31 mars 1996
(en millions de dollars)				
RREGOP				
- service régulier	12 405	15 351	11 285	14 178
- service transféré	2 240	541	2 151	460
RRE et RRCE	14 045	7 029	13 621	6 595
RRF	5 218	1 418	5 133	1 350
Autres	3 079	2 136	2 851	1 964
	36 987 ⁽¹⁻²⁻³⁾	26 475	35 041	24 547
Fonds d'amortissement	-1 014	-1 014	-923	-923
	35 973	25 461	34 118	23 624

⁽¹⁾ Les nouvelles dispositions législatives entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1997 viennent confirmer que, la valeur des obligations totales du Gouvernement envers le RREGOP, pour les employés de niveau non syndicable, continue d'être inscrite à ses états financiers jusqu'au 31 mars 1997, comme étant l'excédent de la valeur des obligations totales de ce régime pour ces employés sur les fonds des cotisations de ces employés à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

À ses états financiers ultérieurs au 31 mars 1997, la valeur des obligations totales du Gouvernement à l'égard de ce régime pour ces employés sera établie en tenant compte de l'article 130 de la Loi sur le RREGOP à partir des données arrêtées au 31 décembre 1996 et, lorsqu'elles seront disponibles, des évaluations actuarielles subséquentes.

Si ces nouvelles dispositions législatives avaient été prises en compte au 31 décembre 1996, elles auraient eu pour effet d'augmenter l'estimation des obligations du Gouvernement d'environ 1 048 millions de dollars (896 millions de dollars au 31 décembre 1995).

(2) Dans le cadre de l'implantation du programme de départs volontaires, le Gouvernement a modifié le 22 mars 1997 les lois sur les régimes de retraite. L'augmentation des obligations actuarielles à l'égard des 35 700 participants du RREGOP, RRE, RRF et RRCE qui se sont prévalus ou se prévaudront du programme est estimée à 2 822 millions de dollars. En application des ententes conclues entre les parties, les dispositions législatives prévoient que les participants au RREGOP (syndicables et non syndicables) assumeront 876 millions de dollars. Par conséquent, le Gouvernement assumera la différence, soit 1 946 millions de dollars. Ce montant aurait eu pour effet d'augmenter l'estimation des obligations actuarielles du Gouvernement si les coûts du programme avaient été pris en compte au 31 décembre 1996. Conformément à ses conventions comptables, la part du Gouvernement sera amortie pour un montant annuel de 220 millions de dollars, à compter de l'exercice 1997-1998.

(3) Des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec ayant une valeur axée sur la valeur marchande pour un montant de 3 225 millions de dollars (2 909 millions de dollars au 31 décembre 1995) ont été soustraits pour déterminer les obligations actuarielles de 36 987 millions de dollars.

Les évaluations et les estimations actuarielles sont préparées par la CARRA selon la méthode actuarielle de répartition au prorata des services. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans à partir des hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Ces estimations des obligations actuarielles ont été produites et émises en septembre 1997.

Les estimations au 31 décembre 1996 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1990 pour le RRCE et le RRMSQ, au 31 décembre 1991 pour le RRMAN et le RRJCQ, au 31 décembre 1993 pour le RREGOP, le RRE et le RRF et au 31 décembre 1994 pour le RREFQ et le RRAPSC.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1^{er} juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3 % du taux d'inflation à long terme.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique suivantes:

Rendement nominal à long terme, net d'inflation	4,30 %
Taux d'inflation à long terme	3,00 %

10. EMPRUNTS

EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies	1997		1996	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	33 460	33 460	34 922	34 922
En monnaies étrangères ⁽¹⁾ :				
États-Unis (\$US)	6 923	9 583	7 364	10 038
Japon (¥)	478 009	5 349	347 804	4 434
Suisse (FS)	2 599	2 502	2 130	2 442
Allemagne (DM)	1 980	1 644	1 743	1 610
France (FF)	4 265	1 052	2 000	541
Grande-Bretagne (£)	200	455	50	104
		54 045		54 091
Moins:				
Fonds d'amortissement		1 420 ⁽²⁾		1 205 ⁽²⁾
Total		52 625		52 886

⁽¹⁾ Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

⁽²⁾ Excluant 7 millions de dollars (5 millions de dollars en 1996) afférents aux emprunts pour le Fonds de financement.

Années d'échéance	1997	1996
	(en millions de dollars)	
1997		8 755
1998	8 484	4 665
1999	4 147	4 168
2000	4 764	5 175
2001	4 296	4 491
2002	3 743	4 110
	25 434	31 364
2003 et plus	27 191	21 522
	52 625	52 886

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations, de rembourser les emprunts venant à échéance et de maintenir les liquidités au niveau désiré, le Gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

Pour gérer les mouvements des taux d'intérêt et de change sur ces marchés, le Gouvernement utilise des instruments financiers, notamment les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt et les contrats de change à terme.

11. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le Fonds de financement, fonds spécial qui regroupe des emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certains organismes, entreprises et fonds du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci après:

Monnaies	1997		1996	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	7 102	7 102	5 860	5 860
En monnaies étrangères ⁽¹⁾ :				
États-Unis (\$US)	360	498	175	239
Japon (¥)	2 000	22		
		7 622		6 099
Moins:				
Fonds d'amortissement		7		5
Total		7 615		6 094

⁽¹⁾ Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Années d'échéance	1997	1996
	(en millions de dollars)	
1997		416
1998	1 371	902
1999	116	115
2000	1 120	1 119
2001	755	631
2002	726	726
	4 088	3 909
2003 et plus	3 527	2 185
	7 615	6 094

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement pour un montant de 522 millions de dollars (429 millions de dollars en 1996) et 180 millions de dollars (162 millions de dollars en 1996) respectivement.

12. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- A) Les engagements pour des transferts à des entreprises et organismes sans but lucratif, à des organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement, à des commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux, pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour leurs autres dépenses en capital ainsi que certains autres engagements, sont présentés sommairement à la page 70. Ces engagements totalisent 19 836 millions de dollars au 31 mars 1997 (18 931 millions de dollars au 31 mars 1996: montant redressé). De plus, le Gouvernement a autorisé les ministres responsables à verser des sommes aux organismes et entreprises du Gouvernement pour suppléer, s'il y a lieu, à l'inexécution de leurs obligations envers le Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 2 171 millions de dollars au 31 mars 1997 (1 782 millions de dollars au 31 mars 1996).
- B) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 43 624 millions de dollars au 31 mars 1997 (43 222 millions de dollars au 31 mars 1996) dont 38 194 millions de dollars au 31 mars 1997 (37 672 millions de dollars au mars 1996) se rapportent aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à la page 72.
- C) Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes, des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans et une revendication pour le financement des coûts d'inspection encourus par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Les autres causes, qui impliquent des montants de 385 millions de dollars (360 millions de dollars en 1996), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier seront imputés aux dépenses dans l'année financière du règlement de ces réclamations.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1996 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1997.

ANNEXE 1

MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Affaires municipales

Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
Commission municipale du Québec
Régie de la sécurité dans les sports du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Commission de protection du territoire agricole du Québec
* Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
* Société de financement agricole - Financement agricole
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Assemblée nationale et Personnes désignées

Directeur général des élections - Commission de la représentation
Protecteur du citoyen
Vérificateur général

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la fonction publique
Office des ressources humaines

Conseil exécutif

Culture et Communications

Commission de toponymie
Commission des biens culturels du Québec
Conseil de la langue française
Office de la langue française
Régie des télécommunications
Régie du cinéma

Développement des régions et Affaires autochtones

Éducation

Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Conseil supérieur de l'éducation

Emploi, Solidarité et Condition féminine

Conseil du statut de la femme

Environnement et Faune

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Finances

Commission des valeurs mobilières du Québec
Inspecteur général des institutions financières
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Industrie, Commerce, Science et Technologie
Conseil de la science et de la technologie
* Société de développement industriel du Québec

Justice
Tribunal des droits de la personne

Métropole

Office des services de garde à l'enfance

Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Bureau de révision en immigration
Commission d'accès à l'information
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Conseil de la famille
Conseil des aînés
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration⁽¹⁾
Office de la protection du consommateur

Relations internationales

Ressources naturelles
Régie du gaz naturel
* Société de financement agricole - Financement forestier

Revenu

Santé et Services sociaux
Conseil de la santé et du bien-être
Conseil médical du Québec
Office des personnes handicapées du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec

Sécurité publique
Comité de déontologie policière
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Régie des alcools, des courses et des jeux

Transports
Commission des transports du Québec

Travail
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil des services essentiels
Régie du bâtiment du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.

⁽¹⁾ Le Conseil des relations interculturelles remplace le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration depuis le 4 septembre 1996.

ANNEXE 2

ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Agence métropolitaine de transport
Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artistes
Commission des affaires sociales
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Parc technologique du Québec métropolitain
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société de développement des entreprises culturelles
Société de développement industriel du Québec
Société de financement agricole
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Société d'habitation du Québec
Société d'investissement Jeunesse
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

**ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
À CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée à l'annexe 4 des notes complémentaires.

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS
PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement international
Fonds de financement
Fonds de gestion des départs assistés
Fonds de la formation à distance
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de la lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de l'assurance-médicaments
Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds de l'information gouvernementale
Fonds de perception
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police

FONDS SPÉCIAUX (suite)

Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds des technologies de l'information sous la responsabilité
de la ministre de la Sécurité du revenu et ministre d'État de
l'Emploi et de la solidarité
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds en fidéicommiss
Fonds forestier
Fonds national de la formation de la main-d'oeuvre
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources
naturelles
Fonds spécial olympique

ANNEXE 3

ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI DOIVENT VERSER LEURS COTISATIONS À TITRE D'EMPLOYEUR AU RÉGIME DE RETRAITE

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artistes
Commission des affaires sociales
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société de développement des entreprises culturelles
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Société d'habitation du Québec
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Loto-Québec
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier
du Québec (REXFOR)
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des traversiers du Québec
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
Société immobilière du Québec
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS
PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

ANNEXE 4

**PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ORGANISMES ET ENTREPRISES
DU GOUVERNEMENT ET PROVISION POUR PERTES SUR CES PLACEMENTS**

 Année financière terminée le 31 mars 1997
(en millions de dollars)

	Au 31 mars 1996			Participation dans les résultats 1996-1997 ⁽³⁾	Montant inscrit à la dette nette	Au 31 mars 1997	
	Valeur de consoli- dation modifiée	Provision pour pertes	Placements réalisés 1996-1997			Valeur de consoli- dation modifiée	Provision pour pertes
Hydro-Québec	12 224			661 ⁽²⁾		12 885	
Loto-Québec	47			47 ⁽¹⁾		94	
Sidbec		40		15 ⁽²⁾			25
Société de développement de la Baie James	3			⁽²⁾		3	
Société de récupération, d'explo- itation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	227			-1		226	
Société des alcools du Québec	33			8 ⁽¹⁾		41	
Société des établissements de plein air du Québec		13		-3 ⁽²⁾			16
Société des traversiers du Québec		4		-1			5
Société générale de financement du Québec (SGF)	550			24 ⁽²⁾		574	
Société immobilière du Québec	80			2		82	
Société nationale de l'amiante				5		5	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	72					72	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	96			12		108	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	222		-186	-16 ⁽¹⁾		20	
Autres (*)	2					2	
Sous-total	13 556	57	-186	753		14 112	46
Opérations entre apparentés : gain non réalisé				-22	3	-19	
Total	13 556	57	-186	731	3	14 093	46

(*) Entreprises (Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars.

⁽¹⁾ Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (925 millions de dollars), de la Société des alcools du Québec (364 millions de dollars) et de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (177 millions de dollars).

⁽²⁾ Ces résultats proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1996, à l'exception de ceux de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mai 1996, ajustés des résultats intérimaires non vérifiés du 1^{er} janvier au 31 mars 1997 (1^{er} juin 1996 au 31 mars 1997 pour la Société des établissements de plein air du Québec).

⁽³⁾ La participation dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1997 se détaille comme suit:

(en millions de dollars)

Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement	2 186
Moins: Dividendes déclarés	<u>-1 466</u>
Participation dans les résultats 1996-1997 qui affecte la valeur de consolidation modifiée	720
Plus:	
Diminution de la provision pour pertes sur placements en actions	<u>11</u>
Participation dans les résultats 1996-1997	<u>731</u>

Rapport financier 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

5. Détail des postes de l'actif et du passif, engagements et éventualités

Débiteurs.....	61
Placements.....	62
Continuité du compte d'accords de perception fiscale.....	64
Comptes à fin déterminée	64
Créditeurs et frais à payer.....	65
Continuité du compte «Congés de maladie et vacances».....	66
Continuité de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties	66
Continuité de la provision pour pertes sur placements en actions	66
Continuité de la provision pour financer l'assainissement des eaux.....	67
Continuité du compte «Régimes de retraite»	67
Emprunts.....	68
Échéancier sommaire des emprunts.....	69
Engagements.....	70
Échéancier sommaire des engagements de transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	71
Interventions financières garanties	72

**Détail des postes de l'actif
et du passif**
Engagements et éventualités
Au 31 mars 1997

DÉBITEURS

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1997	1996	1997	1996	1997	1996
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur les revenus et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	470 498	455 517	1 412 114	1 296 068	1 882 612	1 751 585
Cotisations au Fonds des services de santé	125 329	122 351			125 329	122 351
Impôts des sociétés			354 871	316 630	354 871	316 630
Droits de succession			138	1 165	138	1 165
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	833 516	1 022 953	544 086	496 049	1 377 602	1 519 002
Carburants	123 603	188 083	20 468	18 398	144 071	206 481
Autres	25 657	22 198	22 358	19 763	48 015	41 961
Droits et permis	67 869	72 650	38 419	32 458	106 288	105 108
Revenus divers			596 865	497 771	596 865	497 771
Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement - Dividendes			67 200	33 000	67 200	33 000
Transferts du gouvernement du Canada			126 337	278 087	126 337	278 087
Comptes à fin déterminée						
Transferts du gouvernement du Canada - autres programmes			141 063	142 894	141 063	142 894
Ventes de biens et services			4 666	3 703	4 666	3 703
DÉPENSES ET AUTRES			446 784	253 390	446 784	253 390
	1 646 472	1 883 752	3 775 369 ⁽¹⁾	3 389 376	5 421 841 ⁽¹⁾	5 273 128
Moins:						
Provision pour créances douteuses			1 219 261 ⁽¹⁾	948 857	1 219 261 ⁽¹⁾	948 857
	1 646 472	1 883 752	2 556 108	2 440 519	4 202 580	4 324 271

⁽¹⁾ Après avoir déduit des créances radiées de 21 027.

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1997	1996
SOMMAIRE			
1	Organismes et entreprises du Gouvernement	14 093 171	13 556 872
		40 610 ⁽²⁾	40 610 ⁽²⁾
2	Municipalités et organismes municipaux		
3	Particuliers, sociétés et autres	14 473	14 000
		14 148 254	13 611 482
DÉTAIL			
Organismes et entreprises du Gouvernement			
4	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
5	Hydro-Québec	12 884 509	12 223 509
6	Loto-Québec	93 853	46 505
7	Société de développement industriel du Québec	32 944 ⁽²⁾	32 944 ⁽²⁾
8	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	226 156	227 368
9	Société des alcools du Québec	41 326	33 730
10	Société des établissements de plein air		
11	Société générale de financement du Québec	573 718	549 759
12	Société immobilière du Québec	82 209	80 208
		7 666 ⁽²⁾	7 666 ⁽²⁾
13	Société Innovatech du Grand Montréal		
14	Société québécoise d'exploration minière	72 766	72 629
15	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	107 617	95 513
16	Société québécoise d'initiatives pétrolières	19 894	222 383
17	Opérations entre apparentés: gain non réalisé	-19 278	
18	Autres ⁽¹⁾	10 401	5 268
		14 093 171	13 556 872
		40 610 ⁽²⁾	40 610 ⁽²⁾
Municipalités et organismes municipaux			
19	Projets d'investissement dans le développement		
20	Programmes des zones spéciales		
21	Autres projets		
Particuliers, sociétés et autres			
	Particuliers		
22	Étudiants		
23	Pêcheurs		
24	Producteurs agricoles		
25	Moins: provision pour créances douteuses		
26	Sociétés et autres	14 473	14 000
27	Moins: provision pour créances douteuses		
		14 473	14 000
		14 473	14 000
		14 148 254	13 611 482

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets sont inscrits au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Entreprises dans lesquelles la participation totale du Gouvernement au 31 mars 1997 est inférieure à 10 000.

(2) Dotations.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1997	1996	1997	1996	1997	1996	
9 000	9 000	89 216	32 080	14 191 387	13 597 952	1
				40 610	40 610	
24 759	26 252	7 286	8 385	32 045	34 637	2
		414 556	223 468	429 029	237 468	3
33 759	35 252	511 058	263 933	14 693 071	13 910 667	
		10 000	10 000	10 000	10 000	4
		6 500	6 500	12 891 009	12 230 009	5
				93 853	46 505	6
				32 944	32 944	7
						8
		13 680	13 680	239 836	241 048	
				41 326	33 730	9
		15 000		15 000		10
				573 718	549 759	11
				82 209	80 208	12
				7 666	7 666	
		26 000		26 000		13
				72 766	72 629	14
9 000	9 000			116 617	104 513	15
				19 894	222 383	16
				-19 278		17
		18 036	1 900	28 437	7 168	18
9 000	9 000	89 216	32 080	14 191 387	13 597 952	
				40 610	40 610	
						19
24 759	26 251	4 886	5 093	29 645	31 344	20
	1	2 400	3 292	2 400	3 293	21
24 759	26 252	7 286	8 385	32 045	34 637	
		303 893 ⁽⁴⁾	215 308	303 893	215 308	22
		3 237 ⁽⁴⁾	5 977	3 237	5 977	23
		282	286	282	286	24
		307 412	221 571	307 412	221 571	
		113 756 ⁽⁴⁾	52 557	113 756	52 557	25
		193 656	169 014	193 656	169 014	
		248 374 ⁽⁴⁾	74 546	262 847	88 546	26
		27 474 ⁽⁴⁾	20 092	27 474	20 092	27
		220 900	54 454	235 373	68 454	
		414 556	223 468	429 029	237 468	
33 759	35 252	511 058	263 933	14 693 071	13 910 667	

⁽⁴⁾ Après avoir déduit des créances radiées de 7 835 pour les étudiants, 565 pour les pêcheurs et 3 037 pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Fiscalité municipale	Commission des normes du travail	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	331 853		-212	487	10 213	342 341
Encaissements	368 027 ⁽¹⁾	33 270	41 123	3 459 243 ⁽¹⁾	177 343	4 079 006
Remises	351 511	32 344	41 666	3 459 730	152 825	4 038 076
Solde à la fin	348 369	926	-755		34 731	383 271

⁽¹⁾ Les encaissements ont été diminués des frais de perception et de redistribution de 10 843 pour les «Diverses municipalités» ainsi que des frais de perception de 26 932 pour la Régie des rentes du Québec et de 293 pour la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (Fonds national de formation de la main-d'oeuvre) portés aux revenus «Ventes de biens».

COMPTE À FIN DÉTERMINÉE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	1997			1996		
	Transferts du gouvernement du Canada - autres programmes	Ventes de biens et services	Total	Transferts du gouvernement du Canada - autres programmes	Ventes de biens et services	Total
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		378	378		379	379
Transferts du gouvernement du Canada						
Entente auxiliaire sur le développement économique des régions du Québec	91		91			
Développement forestier	145		145			
Autres	17		17	17		17
	253	378	631	17	379	396

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Paiements et autres débits	Rentrées et autres crédits		Excédent
		Transferts du gouvernement du Canada - autres programmes	Ventes de biens et services	
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	92 011		92 011	
Compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 249		1 249	
Compte pour le financement de la certification et de la vérification des appareils de jeu	887		887	
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	1 456		1 456	
Compte pour le financement du bureau du commissaire général du travail	2 000		2 000	
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	7 411		7 410	-1
Compte pour le financement des unités autonomes de service	26		26	
Transferts du gouvernement du Canada:				
Enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	4 923	4 923		
Entente auxiliaire sur le développement économique des régions du Québec	3 158	3 249		91
Environnement durable en agriculture	2 616	2 616		
Développement agro-alimentaire	3 117	3 117		
Développement forestier	1 008	1 153		145
Développement minéral	4 521	4 521		
Programme conjoint protection civile	1 024	1 024		
Programme d'alphabétisation	2 272	2 272		
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	6 020	6 020		
Travaux d'infrastructures	163 465	163 465		
		192 360	105 039	
	297 164	297 399		235

CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER
(en milliers de dollars)

	1997	1996
Transferts aux:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:		
Commissions scolaires	813 005	1 068 171
Collèges d'enseignement général et professionnel	48 414	56 893
Universités	7 686	17 447
Établissements de santé et de services sociaux	125 218	140 082
Municipalités et organismes municipaux	58 700	50 659
Organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement	349 023	396 334
Autres bénéficiaires	153 790	203 460
	1 555 836	1 933 046
Rémunération	104 844	106 593
Fournisseurs et autres	648 524	751 653
	2 309 204	2 791 292

CONTINUITÉ DU COMPTE «CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES»
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Solde au début	Montant porté à la dette nette au 1 ^{er} avril 1996	Paiements débités au compte	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Maladie		539 287	49 751	-91	489 445
Vacances		239 745	16 718	-30	222 997
		779 032	66 469	-121	712 442

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Solde au début	Paiements débités à la provision	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Prêts aux étudiants	159 243		64 832	224 075
Société de développement industriel du Québec	465 789	117 449	14 679	363 019
Autres	55 699	4 938	-3 735	47 026
	680 731	122 387	75 776	634 120

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des organismes et entreprises du Gouvernement en excédent du coût	Solde à la fin
Sidbec	40 519	-15 486	25 033
Société des établissements de plein air du Québec	12 893	3 210	16 103
Société des traversiers du Québec	4 081	1 171	5 252
	57 493	-11 105	46 388

**CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR FINANCER
L'ASSAINISSEMENT DES EAUX**
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Solde au début	Paiements débités à la provision	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Études	46 944	10 274	1 166	37 836
Travaux d'assainissement	68 080	25 196	43 357	86 241
	115 024	35 470	44 523	124 077

CONTINUITÉ DU COMPTE « RÉGIMES DE RETRAITE »
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Solde au début		Excédent de la participation et des cotisations sur les prestations et autres paiements	Revenu du fonds d'amortissement	Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance			Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	18 963 615	4 325 817	1 254 417		21 231 171	5 338 956
R.R.E.	6 283 822	194 182	391 720		6 783 427	302 067
R.R.C.E.	528 388	23 106	42 342		574 024	26 400
R.R.F.	1 405 605	55 413	67 456		1 513 876	96 228
R.R.M.S.Q.	1 572 732	59 871	124 660		1 721 592	84 071
R.R.M.A.N.	8 365	575	2 005		10 746	951
R.R.J.C.Q.	128 328	2 573	10 220		140 064	4 089
R.R.A.P.S.C.	331 925	18 234	35 268		372 041	23 082
R.R.E.F.Q.	4 109		-203		3 906	
	29 226 889	4 679 771	1 927 885 ^(*)		32 350 847	5 875 844
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	-923 075			-91 031	-1 014 106	
	28 303 814	4 679 771	1 927 885 ^(*)	-91 031	31 336 741	5 875 844
	23 624 043				25 460 897	

(*) Voir le détail à la page 20.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires
R.R.M.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

EMPRUNTS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997
(en milliers de dollars)

	Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
Solde au début	52 885 677 ⁽¹⁾	5 884 259 ⁽¹⁻³⁾
Émissions	7 048 820	1 751 574
Variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères tenant compte des contrats d'échange de devises intervenus	-1 054 574	8 471
Remboursements ⁽²⁾	6 254 858	206 807
Solde à la fin	52 625 065 ⁽¹⁾	7 437 497 ⁽¹⁻³⁾

⁽¹⁾ Après avoir déduit les fonds d'amortissement de 1 205 355 au début et 1 420 064 à la fin pour le gouvernement du Québec et 5 115 au début et 7 359 à la fin pour le Fonds de financement.

⁽²⁾ Y compris les contributions aux fonds d'amortissement de 214 709 pour le gouvernement du Québec et 2 244 pour le Fonds de financement.

⁽³⁾ Excluant des emprunts temporaires de 209 398 au début et 177 720 à la fin.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS

AU 31 MARS 1997

(en milliers de dollars)

Échéances	En monnaie du Canada ⁽¹⁾	En monnaie des États-Unis ⁽¹⁾	En monnaie de l'Allemagne ⁽¹⁾	En monnaie du Japon ⁽¹⁾	En monnaie de la Suisse ⁽¹⁾	Autres monnaies étrangères ⁽¹⁾	Total	
							1997	1996
1997								8 754 727
1998	6 433 114		⁽²⁾ 593 664	540 459	481 250	435 426	8 483 913	4 665 088
1999	3 498 168	488 502	15 776	⁽⁵⁾	144 375	⁽⁶⁾	4 146 821	4 167 728
2000	3 348 647	726 553	531 392		156 888	⁽⁶⁾	4 763 480	5 175 416
2001	3 405 439		⁽³⁾	⁽⁴⁾ 497 941	392 671		4 296 051	4 490 924
2002	1 294 364	1 480 657	332 120	236 892	399 375		3 743 408	4 109 512
1997-2002	17 979 732	2 695 712	1 472 952	1 275 292	1 574 559	435 426	25 433 673	31 363 395
2003-2007	9 575 297	1 615 420	87 673	1 052 608	735 316	123 350	13 189 664	11 736 616
2008-2012	2 079 664	188 074		1 168 849	191 614	835 025	4 463 226	2 634 809
2013-2017	639 537	749 220	83 030	1 523 183			2 994 970	1 914 595
2018-2022	116 524	138 430		105 186		113 875	474 015	323 124
2023 et plus	2 094 697	3 751 020		223 800			6 069 517	4 913 138
	32 485 451	9 137 876	1 643 655	5 348 918	2 501 489	1 507 676 ⁽⁷⁾	52 625 065 ⁽⁸⁾	52 885 677

Note: Cet échéancier tient compte d'un montant de 2 730 000 en 1998 pour les bons du trésor, d'un montant de 93 838 en 1998 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 528 465 en 1998, 236 804 en 1999, 153 819 en 2000, 153 033 en 2001, 122 015 en 2002 et 340 226 pour les années 2003-2007. Par ailleurs, les montants en monnaies du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ce fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars.

(2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1999 pour un montant de 165 579.

(3) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2002 pour un montant de 129 897.

(4) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser à 2002 pour un montant de 83 030.

(5) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2000 et 2001 pour un montant de 272 253.

(6) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises en 1999 et 2000 pour des montants respectifs de 246 700, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2003 à 2007.

(7) En monnaie de la France 1 052 176; en monnaie de la Grande-Bretagne 455 500.

(8) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

Au 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

Échéances	En monnaie du Canada ⁽¹⁾	En monnaie des États-Unis ⁽¹⁾	En monnaie du Japon ⁽¹⁾	Total	
				1997	1996
1997					206 807
1998	1 193 141			1 193 141	901 356
1999	31 931	84 442		116 373	115 086
2000	1 119 475			1 119 475	1 119 254
2001	755 355			755 355	630 987
2002	726 234			726 234	726 234
1997-2002	3 826 136	84 442		3 910 578	3 699 724
2003-2007	2 537 213	413 942	22 380	2 973 535	1 986 113
2008-2012	366 220			366 220	11 220
2013-2017	11 220			11 220	11 220
2018-2022	11 220			11 220	11 220
2023 et plus	164 724			164 724	164 762
	6 916 733	498 384	22 380	7 437 497 ⁽²⁾	5 884 259

(1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1997.

(2) Excluant des emprunts temporaires de 177 720 en 1997 (209 398 en 1996).

ENGAGEMENTS (Non vérifiés)
 (en milliers de dollars)

	Autorisés par le Gouver- nement ⁽²⁾	Autorisés par le (la) Ministre ⁽³⁾	1997	1996 (redressé)
TRANSFERTS				
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital⁽¹⁾				
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:				
Commissions scolaires	3 408	3 470 219	3 473 627 ⁽⁷⁾	3 185 514
Collèges d'enseignement général et professionnel	42 548	1 097 693	1 140 241 ⁽⁷⁾	1 109 093
Universités	173 820	1 727 061	1 900 881 ⁽⁷⁾	1 471 386
Établissements de santé et de services sociaux	75 027 ⁽⁴⁾	3 167 754	3 242 781 ⁽⁷⁾	2 962 116
Municipalités et organismes municipaux:				
Construction du métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 211 214		1 211 214	1 225 630
Assainissement des eaux	3 893 573		3 893 573	3 771 425
Infrastructures	161 586		161 586	51 236
Organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement et divers autres organismes	838 175		838 175	366 738
	6 399 351	9 462 727	15 862 078 ⁽⁵⁾	14 143 138
Pour autres dépenses en capital				
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:				
Commissions scolaires		569 090	569 090	624 510
Collèges d'enseignement général et professionnel		332 884	332 884	350 957
Universités		134 212	134 212	429 653
Établissements de santé et de services sociaux		1 261 624	1 261 624 ⁽⁸⁾	1 356 495
Municipalités et organismes municipaux:				
Aqueducs, égouts et autres	347 371		347 371	443 710
Assainissement des eaux	897 265		897 265	883 388
Infrastructures	238 085		238 085	358 674
Organismes, entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	148 708		148 708	295 259
	1 631 429	2 297 810	3 929 239	4 742 646
AUTRES ENGAGEMENTS			45 000	45 000
			19 836 317 ⁽⁶⁾	18 930 784

(1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur au 31 mars en tenant compte des contrats d'échange de devises.

(2) Autorisés par le Gouvernement ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par la ministre de l'Éducation ou le ministre de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 166 426 (169 010 en 1996) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements seront liquidés à même les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts d'universités 11 703 (12 231 en 1996) et d'établissements de santé et de services sociaux 2 (7 759 en 1996) ainsi que de 8 en 1996 pour les commissions scolaires.

(8) Les engagements envers les régies régionales de la santé et de services sociaux seront financés par des emprunts à long terme par la Corporation d'hébergement du Québec.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS DE TRANSFERTS POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

AU 31 MARS 1997

(en milliers de dollars)

Échéances	Commis- sions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Organismes et entreprises du Gouver- nement et divers autres organismes	Total
1998	451 848	220 919	244 377 ⁽¹⁾	475 885 ⁽¹⁾	291 312 *	41 929	1 726 270
1999	290 943	142 969	234 262	141 794	302 464	34 410	1 146 842
2000	795 626	141 754	278 433	473 342	301 435	32 047	2 022 637
2001	290 935	136 252	254 248	368 625	632 503	39 341	1 721 904
2002	417 206	89 591	188 542	241 859	419 018	214 907	1 571 123
1998-2002	2 246 558 ⁽¹⁾	731 485 ⁽¹⁾	1 199 862 ⁽¹⁾	1 701 505 ⁽¹⁾	1 946 732 *	362 634	8 188 776
2003-2007	950 104	348 131	656 747	1 291 112	2 283 249	169 829	5 699 172
2008-2012	225 994	36 693	38 310	140 801	393 383	283 388	1 118 569
2013-2017	43 498	13 143	3 695	67 700	285 536	22 324	435 896
2018-2022	7 323	5 882	2 267	21 231	234 319		271 022
2023-2027	150	3 102		18 945	65 588		87 785
2028-2032		1 805		1 487	44 570		47 862
2033-2037					12 996		12 996
	3 473 627 ⁽¹⁾	1 140 241 ⁽¹⁾	1 900 881 ⁽¹⁾	3 242 781 ⁽¹⁾	5 266 373 *	838 175	15 862 078

Note: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier présenté ci-dessus.

* Incluant les emprunts bancaires de 348 282 à la Société québécoise d'assainissement des eaux qui sont remboursés selon une cédule d'amortissement de 25 ans pour les études et les travaux.

⁽¹⁾ Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts d'universités 11 703 et d'établissements de santé et de services sociaux 2.

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES (Non vérifiés)

(en milliers de dollars)

	1997	1996
GARANTIES D'EMPRUNTS		
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Commission municipale du Québec	18 601	21 431
Hydro-Québec	38 193 325 ⁽²⁾	37 671 806 ⁽²⁾
Régie de l'assurance-maladie du Québec		
Sidbec	54 147 ⁽⁴⁾	78 774 ⁽⁴⁾
Société de développement de la Baie James		812
Société de développement industriel du Québec	100 000	143 801
Société du Palais des congrès de Montréal		32 500
Société immobilière du Québec	311 275	361 275
Société nationale de l'amiante		15 000
Société québécoise d'assainissement des eaux	178 360 ⁽⁴⁾	263 164 ⁽⁴⁾
	38 855 708 ⁽¹⁾	38 588 563 ⁽¹⁾
Particuliers et sociétés⁽⁵⁾		
Étudiants	3 013 783 ⁽³⁾	2 745 576 ⁽³⁾
Fonds d'aide aux entreprises	70 491	58 024
Pêcheurs	49 954	51 829
Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	5 510	8 708
Travailleurs (formation professionnelle)	32 944	30 904
	3 172 682	2 895 041
CAUTIONNEMENT⁽⁵⁾		
Société de développement industriel du Québec	629 243	767 830
Société de développement des entreprises culturelles	38 216	29 002
Société d'habitation du Québec	475 791	470 747
Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec)	6 328	6 493
	1 149 578	1 274 072
Total des garanties d'emprunts et des cautionnements	43 177 968	42 757 676
ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT⁽⁵⁾		
Société de développement industriel du Québec	1 229 110	1 300 788
Total des garanties d'emprunts, des cautionnements et des actifs garantis par le Gouvernement	44 407 078	44 058 464
MOINS: PROVISIONS⁽⁵⁾		
Pour pertes sur les interventions financières garanties	634 119	680 731
Pour pertes sur placements en actions	25 033	40 519
Pour financer l'assainissement des eaux	124 077	115 024
Total des provisions	783 229	836 274
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	43 623 849 ⁽¹⁾	43 222 190 ⁽¹⁾

(1) Les garanties d'emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1997 et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement, Hydro-Québec 222 986 en monnaie du Canada incluant 29 540 en monnaie des États-Unis (172 428 en monnaie du Canada en 1996 dont 29 540 en monnaie des États-Unis).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le Gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant.

(4) Les garanties d'emprunts des organismes et entreprises du Gouvernement doivent être réduites des montants de la provision pour pertes sur placements en actions et de celle pour financer l'assainissement des eaux présentées séparément.

(5) Les garanties d'emprunts accordées aux particuliers et sociétés, les cautionnements et les actifs garantis par le Gouvernement sont enregistrées sur la base des montants autorisés en vertu des programmes gouvernementaux pour établir le calcul de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le Gouvernement.

Rapport financier 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

6. Statistiques comparatives

Sommaire des opérations financières 1988-1997.....	74
Revenus 1988-1997.....	75
Dépenses 1988-1997.....	76
Transferts 1988-1997.....	78
Opérations non budgétaires 1988-1997.....	79
Variation de la dette directe 1988-1997.....	80
Statistiques budgétaires et financières.....	81

Statistiques comparatives

Les chiffres publiés en regard des années antérieures ont été reclassés et redressés pour les rendre comparables à ceux de 1997, en tenant compte des conventions comptables et des structures budgétaires et financières en vigueur et après l'application de la modification suivante:

(en millions de dollars)

Exercice financier	Congés de maladie et de vacances
1995-1996	-15
1994-1995	15
1993-1994	26
1992-1993	61
1991-1992	29
1990-1991	44
1989-1990	52
1988-1989	41
1987-1988	18
1986-1987	51
1985-1986	24
1984-1985	4
1983-1984	15
1982-1983	30
1981-1982	42
1980-1981	46
1979-1980	48
1978-1979	8
1977-1778	27
1976-1977	30
1975-1976	22
1974-1975	39
1973-1974	17
1972-1973	25
1971-1972	8
1970-1971	7
Antérieurs	65
TOTAL	779

STATISTIQUES COMPARATIVES
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
 (en millions de dollars)

	BESOINS FINANCIERS				FINANCEMENT				
	Revenus	Dépenses	Déficit des opérations budgétaires	Surplus des opérations non budgétaires	Total des besoins financiers	Variation de l'encaisse	Variation de la dette directe	Fonds d'amortissement des régimes de retraite	Total du financement
1997	37 321	-40 538	-3 217	1 081	-2 136	1 433	794	-91	2 136
1996	38 215	-42 166	-3 951	1 003	-2 948	853	2 169	-74	2 948
1995	36 400	-42 214	-5 814	938	-4 876	-573	5 444	5	4 876
1994	36 021	-40 944	-4 923	1 097	-3 826	676	4 004	- 854	3 826
1993	35 382	-40 412	-5 030	1 117	-3 913	-1 263	5 176		3 913
1992	34 422	-38 723	-4 301	1 646	-2 655	-466	3 121		2 655
1991	32 970	-35 945	-2 975	1 493	-1 482	-281	1 763		1 482
1990	30 978	-32 742	-1 764	948	-816	32	784		816
1989	29 681	-31 385	-1 704	699	-1 005	21	984		1 005
1988	28 045	-30 441	-2 396	1 030	-1 366	173	1 193		1 366

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

STATISTIQUES COMPARATIVES REVENUS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
(en millions de dollars)

	Impôts sur les revenus et les biens		Taxes à la consommation		Droits et permis		Revenus divers		Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement		Revenus autonomes		Transferts du gouvernement du Canada		Total des revenus	
1997	19 296	51,7 %	6 950	18,6 %	1 020	2,7 %	1 148	3,1 %	2 186	5,9 %	30 600	82,0 %	6 721	18,0 %	37 321	100 %
1996	18 573	48,6 %	7 287	19,1 %	1 018	2,7 %	1 264	3,3 %	1 927	5,0 %	30 069	78,7 %	8 146	21,3 %	38 215	100 %
1995	17 321	47,6 %	6 956	19,1 %	936	2,5 %	1 486	4,1 %	2 181	6,0 %	28 880	79,3 %	7 520	20,7 %	36 400	100 %
1994	16 646	46,2 %	7 134	19,8 %	919	2,6 %	1 854	5,1 %	1 677	4,7 %	28 230	78,4 %	7 791	21,6 %	36 021	100 %
1993	16 095	45,5 %	7 643	21,6 %	909	2,6 %	1 412	4,0 %	1 529	4,3 %	27 588	78,0 %	7 794	22,0 %	35 382	100 %
1992	16 460	47,8 %	7 799	22,7 %	846	2,5 %	1 051	3,0 %	1 494	4,3 %	27 650	80,3 %	6 772	19,7 %	34 422	100 %
1991	15 933	48,3 %	7 102	21,6 %	767	2,3 %	994	3,0 %	1 175	3,6 %	25 971	78,8 %	6 999	21,2 %	32 970	100 %
1990	14 587	47,1 %	6 896	22,3 %	685	2,2 %	762	2,5 %	1 342	4,3 %	24 272	78,4 %	6 706	21,6 %	30 978	100 %
1989	13 638	46,0 %	6 663	22,4 %	651	2,2 %	693	2,3 %	1 619	5,5 %	23 264	78,4 %	6 417	21,6 %	29 681	100 %
1988	12 863	45,9 %	6 297	22,4 %	639	2,3 %	650	2,3 %	1 452	5,2 %	21 901	78,1 %	6 144	21,9 %	28 045	100 %

STATISTIQUES COMPARATIVES DÉPENSES

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
(en millions de dollars)

	DÉPENSES TOTALES				PAR MISSION ⁽¹⁾											
	Dépenses totales		Dépenses en capital ⁽²⁾		Santé et Services sociaux		Soutien aux personnes et aux familles		Éducation et Culture		Économie et Environnement		Gouverne et Justice		Service de la dette ⁽³⁾	
1997	40 538	100 %	1 214	3,0 %	12 975	32,0 %	4 440	11,0 %	10 478	25,8 %	3 600	8,9 %	3 195	7,9 %	5 861	14,4 %
1996	42 166	100 %	1 751	4,2 %	13 148	31,2 %	4 486	10,6 %	10 880	25,8 %	4 486	10,6 %	3 167	7,5 %	6 038	14,3 %
1995	42 214	100 %	1 703	4,0 %	13 180	31,2 %	4 438	10,5 %	10 878	25,7 %	4 608	10,9 %	3 269	7,8 %	5 875	13,9 %
1994	40 944	100 %	1 523	3,7 %	13 059	31,9 %	4 243	10,4 %	10 602	25,9 %	4 466	10,9 %	3 217	7,9 %	5 317	13,0 %
1993	40 412	100 %	1 633	4,0 %	12 808	31,7 %	3 924	9,7 %	10 821	26,8 %	4 747	11,7 %	3 338	8,3 %	4 756	11,8 %
1992	38 723	100 %	1 368	3,5 %	12 438	32,1 %	3 436	8,9 %	10 391	26,8 %	4 600	11,9 %	3 177	8,2 %	4 666	12,1 %
1991	35 945	100 %	1 386	3,9 %	11 409	31,7 %	2 804	7,8 %	9 792	27,2 %	4 428	12,3 %	3 099	8,6 %	4 437	12,4 %
1990	32 742	100 %	1 320	4,0 %	10 390	31,6 %	2 732	8,3 %	8 796	26,8 %	4 243	12,9 %	2 663	8,1 %	4 015	12,3 %
1989	31 385	100 %	1 396	4,4 %	9 600	30,4 %	2 627	8,3 %	8 978	28,5 %	3 907	12,4 %	2 606	8,3 %	3 802	12,1 %
1988	30 441	100 %	1 194	3,9 %	8 932	29,3 %	2 793	9,2 %	8 955	29,4 %	3 501	11,5 %	2 598	8,5 %	3 675	12,1 %

(M\$ = millions de dollars)

⁽¹⁾ En excluant la dépense relative à la provision pour pertes sur placements en actions de -11 M\$ en 1997, -39 M\$ en 1996, -34 M\$ en 1995, 40 M\$ en 1994, 18 M\$ en 1993, 15 M\$ en 1992, -24 M\$ en 1991, -97 M\$ en 1990, -135 M\$ en 1989 et -13 M\$ en 1988.

⁽²⁾ Les données de 1997, 1996, 1995, 1994, 1993, 1992, 1991, 1990, 1989 et 1988 comprennent respectivement des dépenses en capital par transfert de 1 038 M\$, 1 070 M\$, 1 012 M\$, 831 M\$, 811 M\$, 705 M\$, 718 M\$, 634 M\$, 744 M\$ et 621 M\$.

* Y compris 592 M\$ en 1997, 550 M\$ en 1996, 507 M\$ en 1995, 486 M\$ en 1994, 448 M\$ en 1993, 378 M\$ en 1992, 346 M\$ en 1991, 226 M\$ en 1990, 389 M\$ en 1989 et 270 M\$ en 1988 pour les transferts afférents aux remboursements du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital.

⁽³⁾ Y compris l'intérêt sur le compte des régimes de retraite diminué des revenus du Fonds d'amortissement de 1 949 M\$ en 1997, 1 747 M\$ en 1996, 1 550 M\$ en 1995, 1 565 M\$ en 1994, 1 281 M\$ en 1993, 1 444 M\$ en 1992, 1 411 M\$ en 1991, 1 186 M\$ en 1990, 1 149 M\$ en 1989 et 924 M\$ en 1988.

PAR OBJET												
	Rémunération		Fonctionnement		Capital ⁽¹⁾		Créances douteuses et autres provisions ⁽²⁾		Transfert		Service de la dette ⁽¹⁾	
1997	2 770	6,8 %	1 374	3,4 %	154	0,4 %	436	1,0 %	29 943	73,9 %	5 861	14,5 %
1996	2 878	6,9 %	1 485	3,5 %	636	1,5 %	301	0,7 %	30 828	73,1 %	6 038	14,3 %
1995	3 024	7,2 %	1 543	3,6 %	638	1,5 %	322	0,8 %	30 812	73,0 %	5 875	13,9 %
1994	3 090	7,5 %	1 516	3,7 %	640	1,6 %	350	0,9 %	30 031	73,3 %	5 317	13,0 %
1993	3 169	7,8 %	1 696	4,2 %	768	1,9 %	304	0,8 %	29 719	73,5 %	4 756	11,8 %
1992	3 050	7,9 %	1 665	4,3 %	613	1,6 %	287	0,7 %	28 442	73,5 %	4 666	12,0 %
1991	2 898	8,1 %	1 647	4,6 %	623	1,7 %	224	0,6 %	26 116	72,7 %	4 437	12,3 %
1990	2 509	7,7 %	1 538	4,7 %	645	2,0 %	69	0,2 %	23 966	73,2 %	4 015	12,2 %
1989	2 498	8,0 %	1 405	4,5 %	615	1,9 %	38	0,1 %	23 027	73,4 %	3 802	12,1 %
1988	2 500	8,2 %	1 298	4,3 %	536	1,8 %	90	0,3 %	22 342	73,3 %	3 675	12,1 %

(M\$ = millions de dollars)

⁽¹⁾ Les données de 1997, 1996, 1995, 1994, 1993, 1992, 1991, 1990, 1989 et 1988 comprennent respectivement des dépenses en capital relatives à la rémunération de 35 M\$, 112 M\$, 88 M\$, 96 M\$, 107 M\$, 102 M\$, 103 M\$, 105 M\$, 113 M\$ et 112 M\$. Elles excluent, cependant, la partie relative au service de la dette de 22 M\$ en 1997, 47 M\$ en 1996, 52 M\$ en 1995, 51 M\$ en 1994, 53 M\$ en 1993, 49 M\$ en 1992, 44 M\$ en 1991, 40 M\$ en 1990, 36 M\$ en 1989 et 36 M\$ en 1988 applicable au financement de la construction des routes durant la phase de réalisation et 3 M\$ en 1996 pour la partie du service de la dette applicable au financement des développements informatiques.

⁽²⁾ Incluant la dépense relative à la provision pour pertes sur placements en actions, pour pertes sur les interventions financières garanties ainsi que celle sur les créances douteuses.

STATISTIQUES COMPARATIVES TRANSFERTS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS

(en millions de dollars)

	Établissements de santé et de services sociaux		Commissions scolaires et institutions d'enseignement		Municipalités et organismes municipaux		Organismes sans but lucratif et entreprises		Personnes		Organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement		Total	
1997	9 027	30,1 %	9 340	31,2 %	1 379	4,6 %	1 788	6,0 %	7 671	25,6 %	738	2,5 %	29 943	100 %
1996	9 160	29,7 %	9 763	31,7 %	1 525	4,9 %	1 839	6,0 %	7 916	25,7 %	625	2,0 %	30 828	100 %
1995	9 318	30,2 %	9 797	31,8 %	1 496	4,9 %	1 746	5,7 %	7 797	25,3 %	658	2,1 %	30 812	100 %
1994	9 307	31,0 %	9 497	31,6 %	1 422	4,7 %	1 615	5,4 %	7 509	25,0 %	681	2,3 %	30 031	100 %
1993	9 192	30,9 %	9 690	32,6 %	1 319	4,5 %	1 467	4,9 %	7 169	24,1 %	882	3,0 %	29 719	100 %
1992	8 936	31,4 %	9 345	32,9 %	1 464	5,1 %	1 383	4,9 %	6 574	23,1 %	740	2,6 %	28 442	100 %
1991	8 272	31,7 %	8 852	33,9 %	1 372	5,3 %	1 341	5,1 %	5 592	21,4 %	687	2,6 %	26 116	100 %
1990	7 546	31,5 %	7 936	33,1 %	1 341	5,6 %	1 208	5,0 %	5 248	21,9 %	687	2,9 %	23 966	100 %
1989	6 977	30,3 %	8 158	35,4 %	1 156	5,0 %	1 110	4,8 %	4 990	21,7 %	636	2,8 %	23 027	100 %
1988	6 511	29,1 %	8 191	36,7 %	1 111	5,0 %	1 037	4,6 %	5 013	22,5 %	479	2,1 %	22 342	100 %

**STATISTIQUES COMPARATIVES
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
(en millions de dollars)

	Participation du Gouverne- ment à titre d'employeur	Cotisations des participants et des employeurs autonomes	Prestations et autres paiements	Financement des régimes – Intérêts	=	Régimes de retraite	Placements	Autres comptes	Surplus des opérations non budgétaires
1997	1 216	178	-1 506	2 040	=	1 928	-781	-66	1 081
1996	1 054	177	-1 351	1 821	=	1 701	-248	-450	1 003
1995	1 060	194	-1 290	1 545	=	1 509	-1 108	537	938
1994	980	196	-1 077	1 569	=	1 668	-663	92	1 097
1993	1 066	238	-1 060	1 281	=	1 525	-509	101	1 117
1992	1 233	202	-963	1 444	=	1 916	-425	155	1 646
1991	1 133	199	-869	1 411	=	1 874	-434	53	1 493
1990	515	191	-728	1 186	=	1 164	-419	203	948
1989	916	209	-640	1 149	=	1 634	-529	-406	699
1988	1 663	198	-582	924	=	2 203	-660	-513	1 030

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

STATISTIQUES COMPARATIVES
VARIATION DE LA DETTE DIRECTE
 ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
 (en millions de dollars)

	Nouveaux emprunts	Remboursements d'emprunts ⁽¹⁾	Variation de la dette directe
1997	7 049	-6 255	794
1996	5 227	-3 058	2 169
1995	8 656	-3 212	5 444
1994	6 742	-2 738	4 004
1993	6 982	-1 806	5 176
1992	5 787	-2 666	3 121
1991	3 017	-1 254	1 763
1990	2 722	-1 938	784
1989	3 233	-2 249	984
1988	3 200	-2 007	1 193

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(M\$ = millions de dollars)

⁽¹⁾ Y compris des rachats, par anticipation, d'obligations négociables et de billets de 555 M\$ en 1997, 504 M\$ en 1996, 293 M\$ en 1995, 572 M\$ en 1994, 752 M\$ en 1993, 1 012 M\$ en 1992, 65 M\$ en 1991, 457 M\$ en 1990, 552 M\$ en 1989 et 688 M\$ en 1988.

STATISTIQUES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
(en millions de dollars)

Exercice financier	Revenus	Dépenses	Surplus ou déficit (-) des opérations budgétaires	Dettes nettes ⁽¹⁾
1996-1997	37 321	40 538	-3 217	64 835 ⁽¹⁶⁾
1995-1996	38 215	42 166	-3 951	61 621
1994-1995	36 400	42 214	-5 814	57 670 ⁽¹⁵⁾
1993-1994	36 021	40 944	-4 923	51 837
1992-1993	35 382	40 412	-5 030	46 914 ⁽¹⁴⁾
1991-1992	34 422	38 723	-4 301	41 885 ⁽¹³⁾
1990-1991	32 970	35 945	-2 975	37 558
1989-1990	30 978	32 742	-1 764	34 583
1988-1989	29 681	31 385	-1 704	32 819
1987-1988	28 045	30 441	-2 396	31 115 ⁽⁴⁻¹⁰⁾
1986-1987	25 297	28 269	-2 972	28 716 ^(4,11,12)
1985-1986	23 919	27 392	-3 473	25 735 ^(4,9,10)
1984-1985	22 022	25 895	-3 873	21 455 ^(4,8,9)
1983-1984	21 597	23 761	-2 164	17 298 ^(4,7)
1982-1983	19 517	21 980	-2 463	15 038 ⁽⁴⁾
1981-1982	17 717	20 338	-2 621	12 569 ^(4,6)
1980-1981	14 443	17 924	-3 481	14 326 ⁽⁴⁾
1979-1980	13 021	15 421	-2 400	10 836 ⁽⁴⁾
1978-1979	11 622	13 120	-1 498	8 460 ^(4,5)
1977-1978	10 919	11 623	-704	7 058 ⁽⁴⁾
1976-1977	9 510	10 686	-1 176	6 353 ⁽³⁾
1975-1976	8 210	9 161	-951	5 044
1974-1975	7 126	7 568	-442	4 093
1973-1974	5 643	6 302	-659	3 651
1972-1973	4 935	5 282	-347	2 992
1971-1972	4 423	4 778	-355	2 645
1970-1971	3 791	3 936	-145	2 290 ^(2, 2a)
<hr/>				
1965-1966	1 736	1 999	-263	1 398
1960-1961	751	855	-104	374
1955-1956	462	442	20	275

(M \$ = millions de dollars)

⁽¹⁾ La dette nette représente l'ensemble des passifs moins les actifs inscrits à l'état de l'actif et du passif.⁽²⁾ À la suite de l'application rétroactive de la comptabilisation de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la dette nette a été augmentée de 8 M\$ pour l'effet qu'elle représente sur les surplus ou déficits des exercices antérieurs à 1970-1971.^(2a) À la suite de l'application rétroactive de la comptabilisation des congés de maladie et de vacances, la dette nette a été augmentée de 65 M\$ pour l'effet qu'elle représente sur les surplus ou déficits des exercices antérieurs à 1970-1971.⁽³⁾ Le 1^{er} avril 1976, la dette nette a été augmentée de 133 M\$ dont 31 M\$ pour tenir compte de l'inscription des placements en actions dans les organismes et entreprises du gouvernement selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation et de 102 M\$ pour la comptabilisation en équivalent canadien des emprunts en monnaies étrangères.⁽⁴⁾ Incluant les régularisations effectuées par les organismes et entreprises du gouvernement du Québec à leurs états financiers de 1 M\$ en 1977-1978, 1 M\$ en 1978-1979, -24 M\$ en 1979-1980, 9 M\$ en 1980-1981, -4 M\$ en 1981-1982, 6 M\$ en 1982-1983, 37 M\$ en 1983-1984, 398 M\$ en 1984-1985, 168 M\$ en 1985-1986, 4 M\$ en 1986-1987 et 4 M\$ en 1987-1988.⁽⁵⁾ Au 1^{er} avril 1978, la dette nette a été diminuée de 97 M\$ pour annuler l'effet de modifications apportées à la dette nette, pour fins de comparaison de 1945-1946 à 1977-1978, suite à la nouvelle comptabilisation des régimes de retraite.⁽⁶⁾ Y compris une réduction de 4 374 M\$ pour tenir compte des actions d'Hydro-Québec attribuées au ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980.⁽⁷⁾ Au 1^{er} avril 1983, la dette nette a été augmentée de 59 M\$ suite à l'annulation des avances, débiteurs et intérêts courus à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais.⁽⁸⁾ Au cours de l'exercice 1984-1985, la dette nette a été diminuée de 528 M\$ pour tenir compte de 80 M\$ d'actions de la Société immobilière du Québec remises au ministre des Finances et des avances de 448 M\$ consenties à cette dernière lors de la cession de biens à cette Société.⁽⁹⁾ Incluant une augmentation de 1 078 M\$ pour la variation de change non amortie sur les emprunts en devises étrangères dont 414 M\$ portée à la dette nette en 1984-1985 et 664 M\$ en 1985-1986.⁽¹⁰⁾ Y compris une réduction de 25 M\$ en 1985-1986 et de 1 M\$ en 1987-1988 pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.⁽¹¹⁾ Au 1^{er} avril 1986, la dette nette a été augmentée de 14 M\$ suite à la radiation du placement en actions dans la Raffinerie de sucre du Québec.⁽¹²⁾ Au cours de l'exercice 1986-1987, la dette nette a été diminuée de 9 M\$ suite à la réduction des crédateurs – contrats de location-acquisition du 31 mars 1986.⁽¹³⁾ Y compris une augmentation de 26 M\$ pour tenir compte du redressement apporté aux emprunts afin de rendre la comptabilisation des fonds d'amortissement conforme aux conventions comptables en vigueur.⁽¹⁴⁾ En 1992-1993, la dette nette a été diminuée de 1 M\$ pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.⁽¹⁵⁾ En 1994-1995, la dette nette a été augmentée de 19 M\$ pour tenir compte de la radiation du placement en actions dans la Société générale des industries culturelles.⁽¹⁶⁾ La dette nette a été diminuée de 3 M\$ en 1996-1997 pour tenir compte de la portion du gain non réalisé lors de la vente de la participation de SOQUIP dans Noverco inc. (action détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec).